



le monde heβδο Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°515 JEUDI 26 JANVIER 1984 8,00 F

le racisme divise les travailleurs !



Les théories racistes de l'extrême-droite semblent trouver un nouvel écho dans la population...
Quelle riposte ?
PAGES 6 ET 7.

solidarité ouvrière !

● unedic

Accord sur l'assurance chômage : les patrons vont pouvoir se payer des « dégraissages » à bon marché avec les bénédictions gouvernementale et syndicale.

PAGE 5.

● argentine

La presse mène grand tapage sur les inculpations des chefs militaires de la dictature. Mais l'institution militaire, la vraie responsable, en sortira indemne.

PAGE 8.

● syndicats et crise

Les syndicats et les partis face à la désagrégation de l'économie. Krasucki, Maire, Bergeron... sur le fond leur attitude face à la crise est semblable, même si leur comportement est différent !

PAGE 12.

F29 2520

liste des permanences des groupes f.a.

• **Groupe de Caen** : permanences et table de presse le vendredi, de 11 h 30 à 13 h 30, au restaurant universitaire B de Caen.

• **Groupe de Dijon** : permanence le samedi de 15 h à 17 h 30, au 61, rue Jeannin, à Dijon.

• **Groupe du Morbihan** : permanences tous les vendredis de 19 h à 21 h, à la bibliothèque de la rue du Château, à Auray.

• **Liaison Bas-Rhin** : permanences chaque vendredi, de 11 h 30 à 13 h, au cours de la tenue de la table de presse, au restaurant universitaire Paul Appel, à Strasbourg et le dernier jeudi du mois, à partir de 20 h, au Cardek, 13, rue du Général-Zimmer, à Strasbourg.

• **Groupe « Michel Bakounine »** : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maisons des syndicats, salle n° 2, 2, rue Tréville, 17300 Rochefort.

• **Groupe Région toulonnaise** : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaires, cercle J. Rostand, rue Montébello, Toulon.

• **Groupe de Rennes** : permanences le mardi à partir de 20 h, à la MJC La Paillette.

• **Groupe d'Angers** : permanences tous les vendredis, de 18 h à 19 h, à la librairie la Tête en Bas, 17, rue des poëliers, à Angers.

• **Groupe de Marseille** : permanences le samedi de 14 h à 17 h, 3, rue de la Fontaine-de-Caylus, 13002 Marseille.

• **Groupe « Jules Durand/Entraide » du Havre** : pour tout contact, écrivez à ADIR, 53, rue Jules-Tellier, 76600 LE Havre.

• **Groupe du 11^e** : permanences à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 h à 15 h.

• **Groupe d'Amiens** : permanences tous les mardis de 19 h à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germinial c/o BP n° 7, 80330 Longueueu.

• **Groupe « Nestor Mokhno » de Saint-Etienne** : permanences tous les mardis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourse du travail, cours Victor-Hugo, à Saint-Etienne.

• **Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest** : permanences le 3^e samedi du mois, de 10 h à 12 h, au centre social de Pen Ar Creach, rue du Professeur-Christien.

• **Groupe Fresnes-Antony** : permanences le samedi de 14 h à 19 h et le dimanche de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.

• **Liaison Blois** : permanences le jeudi de 18 h à 22 h, au 24 rue Jean-de-la-Fontaine, apt. 57, Blois, tél. : 74.26.02.

• **Groupe d'Anizy-le-Château** : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon (tél. : (23) 80.17.09).

• **Groupe « Sébastien-Faure » de Bordeaux** : permanences le mercredi de 18 h à 19 h et le samedi de 14 h à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.

• **Groupe « Voline »** : permanences le mercredi à 20 h 30 au 26, rue Piat, Paris 20^e.

• **Groupe « Proudhon » de Besançon** : permanences les mercredis et samedis, de 16 h à 19 h, au 77, rue Battant, à Besançon.

• **Groupe d'Aubenas** : permanences de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

• **Groupe Louise-Michel** : permanences le lundi, de 18 h 30 à 20 h, au 10, rue Robert-Planquette, Paris-18^e.

• **Groupe de Beauvais** : permanences le premier mardi du mois, de 19 h à 21 h, salle de la Tour, Soie Vauban, 60000 Beauvais.

• **Liaison d'Alix-en-Provence** : permanences tous les mercredis, de 14 h à 17 h, dans le hall de la faculté de lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

• **Groupe de Lille** : permanences tous les mercredis, excepté pendant les vacances scolaires dans le hall de l'université de Lille III, de 11 h 45 à 13 h 45, à Villeneuve-d'Ascq.

• **Groupe d'Agen** : permanences de 14 h à 16 h, les premiers et troisièmes samedis de chaque mois, au 64, rue de l'Angle-Droit, 47000 Agen.

• **Groupe « Albert Camus » de Toulouse** : permanence dans les locaux du C.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h ; et le dimanche de 10 h 30 à 12 h à sa table de presse au marché Saint-Sernin.

• **Groupe du Mans** : permanences tous les mercredis de 18 h à 20 h, à la Maison des associations, salle 33, 3^e étage, square Stalingrad, 72000 Le Mans.

• **Liaison de Lyon** : permanences les 2^e et 4^e mercredis de chaque mois, de 20 h à 21 h 30, au 13, rue Pierre-Blanc, à Lyon.

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, 75011 Paris (m° République) tél. : 805.34.08

éditions

• **Volonté anarchiste n°23** est paru. La collection de brochures du groupe Fresnes-Antony vient de publier : **L'Idée des soviets** par Vassilev.

Ce compagnon bulgare, assassiné par la police en 1933 à Sophia, nous montre, textes à l'appui, combien l'idéologie marxiste est loin de l'idée originelle des soviets ; comment les bolchevicks ont repris le fameux slogan « Tout le pouvoir aux soviets » afin de récupérer et de gouverner le mouvement révolutionnaire en Russie.

Enfin, il fait apparaître les liens étroits entre l'organisation de soviets et le fédéralisme libertaire.

Ce numéro est en vente à la librairie du Monde libertaire (15 F). Abonnement : 8 numéros, 110 F (de soutien 180 F) à A.S.H., 34, rue de Fresnes, 92160 Antony.

LA GUERRE ?

A L'OUEST COMME A L'EST MILITAIRES FINANCIERS ET POLITICIENS

IL FAUT S'Y OPPOSER !

FEDERATION ANARCHISTE 145, rue Amelot 75011 Paris

• Le groupe Varlin a édité une affiche : « La Guerre ? ». Prix : 5 F l'unité, 0,65 F au-dessus de 10 exemplaires. Format : 44 x 55.

L'ECOLE DRESSE L'ENFANT

L'ECOLE AUJOURD'HUI TEND VERS L'ALIENATION TOTALE DE L'ENFANT.

L'EDUCATION LIBERTAIRE S'EST FIXEE POUR BUT SA LIBERATION TOTALE.

FEDERATION ANARCHISTE

• Le groupe de Villejuif-Vitry a édité une affiche : « L'Ecole dresse l'enfant ». Prix : 5 F l'unité, 0,70 F au-dessus de 10 exemplaires. Format : 44 x 55.

communiqués

• Le groupe libertaire Louise-Michel organise dans son local au 10, rue Robert-Planquette, PARIS 18^e, métro Blanche ou Abbesses, chaque jeudi à partir de 20 h, une série de cours. Au programme : le 2 février, l'anarcho-syndicalisme italien, l'U.S.I. d'hier et d'aujourd'hui par Giorgio Saccetti (secrétaire de l'I.F.A.) ; le 9 février, la S.A.C., actualité du syndicalisme révolutionnaire suédois par J. Toublet (Gr. Pierre-Besnard).

• Anar-chroniques, émission d'expression libertaire animée par des militants de la Fédération anarchiste sur LE MANS. Emission sur Radio-Alpa, 100,1 MHz, chaque samedi de 16 h à 17 h. Samedi 28 janvier, la première émission sera consacrée à May Picqueray.

• Les libertaires de la région nancéenne, désirant propager les idées anarchistes peuvent prendre contact avec la liaison de NANCY en écrivant aux R.I. qui transmettront.

• Depuis plusieurs années, la Fédération anarchiste s'est dotée de moyens d'expressions : *Le Monde libertaire*, la librairie du Monde libertaire, et plus récemment Radio-Libertaire, pour diffuser notre pensée. L'imprimerie de la Fédération anarchiste est le dernier né de ces moyens d'expression.

Apportez-lui votre soutien en lui confiant vos travaux de photo-composition, photogravure et impression. L'anarchisme a besoin d'une imprimerie, construisons-la ensemble !

Pour nous contacter : permanence le samedi de 15 h à 17 h à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris ; ou téléphonez du lundi au vendredi, à partir de 14 h, au 259.22.71.

éditions

HALTE AUX CRIMES RACISTES !

FEDERATION ANARCHISTE 145, rue Amelot, Paris-11^e. Tél. : 805.34.08

• Le groupe Libertad a édité un autocollant : « Halte aux crimes racistes ». Prix : 1 F l'unité, 20 F les 50 exemplaires. Format : 12 x 8.

sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes F.A. — PAGE 3 : Editorial, Amis lecteurs, En bref, Nice : Médecin soigne Walesa — PAGE 4 : « Libération », Talbot, Chantiers navals — PAGE 5 : Unedic, Education nationale — PAGE 6 : Le fascisme aujourd'hui — PAGE 7 : Fascisme et autoritarisme — PAGE 8 : Argentine, Turquie, Tunisie — PAGE 9 : Informations internationales — PAGE 10 : Archives — PAGE 11 : Chansons, Spectacles, Note de lecture, Programmes R.-L. — PAGE 12 : Les syndicats et la crise.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris-11^e
 Directeur de publication : Maurice Joyeux
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie : « Les Marchés de France » 44 rue de l'Ermitage, Paris-20^e
 Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 — Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
 Rédaction-Administration
 145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pls fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
 à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre Règlement (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste.

le m
 en
 • Des
 sont en
 Jean-M
 ancien
 de la g
 inculpé
 dans l'a
 vient d'
 à un po
 au sein
 et de la
 (ex-Sé
 Pour la
 cette «
 comm
 De tou
 provoq
 l'armé
 la vale
 et c'est
 prendr
 ne lim
 faites m
 et n'ou
 tous ég
 • Le 15
 sous pr
 contre
 en relat
 du Liba
 la polic
 une qu
 pour n'
 Youssel
 étudiant
 Le 7 jan
 il est co
 pour être
 Ayant r
 de nouv
 au tribu
 La justic
 politique
 de droi
 En cont
 il est to
 Vous pe
 auprès
 correcti
 362, av
 93008 E
 • Miche
 insoumi
 4 fois ju
 a été arr
 la premi
 Il risqu
 pour dés
 alors qu
 en sept
 avait réf
 Malgré
 à chaque
 le poursu
 Affaire à
 • Le Cor
 et de sou
 (C.I.S.I.
 un bulle
 qui traite
 Ainsi un
 à la guer
 Les Misk
 comme l
 doivent se
 ou de ga
 soit être
 Cette act
 en regard
 et des pa
 la décou
 d'un gour
 Pour tous
 C.I.S.I.A
 2 A, Bd.
 44000 Na
 • Nous av
 la grève
 pendant
 par la se
 de la clin
 à Mérign
 En solida
 une fête
 au 33, ru
 en présen
 • Un rapp
 a montré
 nucléaire
 de la con
 en France
 Dès à pré
 un vaste
 les 4 et 5
 pour prot
 contre la n
 Pour vou
 à toutes l
 une pro
 de l'éc
 est prévu
 Pour tous
 Coordina
 pour l'arr
 B.P. 500
 69245 Ly

en bref...en bref...

• Des mesures sévères sont enfin prises dans la gendarmerie ! Jean-Michel Beau, ancien chef de la section de recherches de la gendarmerie à Paris, inculpé de subornation de témoins dans l'affaire des Irlandais de Vincennes, vient d'être affecté... à un poste de responsabilité au sein de la direction de la protection et de la sécurité de la défense (ex-Sécurité militaire). Pour la L.D.H., cette « promotion » est considérée comme une provocation déléguée. De toute façon, provocation ou non, l'armée, elle, sait reconnaître la valeur de ses hommes et c'est la police qui devrait prendre exemple : ne limogez plus, faites monter en grade et n'oublions pas que nous sommes tous égaux devant la justice.

• Le 15 décembre 83, sous prétexte de tentative d'attentat contre un local du P.S., en relation avec les événements du Liban, la police avait interpellé une quinzaine de personnes pour n'en retenir qu'une : Youssef-Youssef, étudiant palestinien sans titre de séjour. Le 7 janvier, il est conduit à Roissy pour être expulsé vers la Jordanie. Ayant refusé, il se retrouve de nouveau déferé au tribunal de Bobigny. La justice veut faire passer ce procès politique pour une affaire de droit commun (sans papier) ! En contradiction avec la loi, il est toujours incarcéré. Vous pouvez protester auprès du président du tribunal correctionnel de Bobigny, 352, avenue P.-V. Couturier, 93008 Bobigny Cédex.

• Michel Sprimiaux, inculpé pendant 7 ans, 4 fois jugé pour ce même délit a été arrêté la première semaine de janvier. Il risque 15 mois de prison ferme pour désertion et refus d'obéissance alors que le Parquet, en septembre 83, avait refusé sa quatrième inculpation. Malgré cela, l'armée, à chaque libération, le poursuit à nouveau. Affaire à suivre.

• Le Comité d'information et de soutien aux Indiens d'Amérique (C.I.S.I.A.) publie régulièrement un bulletin qui traite de l'actualité indienne. Ainsi un dossier est-il consacré à la guerre Miskito-Sandiniste. Les Miskitos, comme les autres nations indiennes, doivent se rallier soit aux blocs de droite ou de gauche, soit être laminés entre les deux. Cette actualité est fort intéressante en regard des réticences et des passions que provoque la découverte des exactions d'un gouvernement révolutionnaire. Pour tous contacts : C.I.S.I.A., 2 A, Bd. des Professeurs Sourdis 44000 Nantes.

• Nous avons relaté dans ces colonnes la grève qui a été menée pendant tout le mois d'octobre 1983 par la section C.N.T. de la clinique des Orangiers à Mérignac (Gironde). En solidarité avec les grévistes, une fête aura lieu le 5 février, au 33, rue des Vignoles, en présence de camarades de Bordeaux.

• Un rapport gouvernemental récent a montré qu'il y a trop de centrales nucléaires, compte tenu de la baisse de la consommation d'énergie en France ! Dès à présent le projet d'organiser un vaste rassemblement les 4 et 5 août 84 est retenu pour protester contre la nouvelle filière surgénératrice. Pour vous joindre à toutes les initiatives, une prochaine réunion de la coordination nationale est prévue à Lyon les 4 et 5 février 84. Pour tous renseignements : Coordination nationale pour l'arrêt de Malville c/o C.E.P. B.P. 5006 Saint-Jean 69245 Lyon Cédex 5.

AMIS LECTEURS

C E n'est pas parce que le Monde libertaire tient sa parole — être distribué chaque semaine en kiosque — qu'il ne faut pas lui donner un coup de pouce. Un coup de pouce, cela suppose que sympathisant ou militant, chacun à sa manière et de son côté, par mille moyens fasse un effort.

Ce peut être la distribution gratuite d'invidus, massive ou pas, dans sa région ou auprès de ses proches.

Ce peut être l'abonnement, un moyen sûr de le recevoir chaque semaine et d'aider par avance le Monde libertaire dans ses finances.

Ce peut être inciter ses amis ou des sympathisants à s'abonner, on ne sait jamais assez ce que cela représente comme soutien réel pour un organe de presse.

On peut aussi demander à le vendre à la criée, en réglant après coup les exemplaires vendus.

Mais aider le Monde libertaire c'est aussi penser à la qualité de son contenu. Faire un hebdomadaire sans professionnels est une lourde tâche, il faut donc envoyer des articles de réflexion et bien sûr le maximum d'informations susceptibles d'être utilisées.

Pour tout cela, nous vous attendons.

Les administrateurs

• Souscription :

MONTANE Olivier 165 F, LEBRUN Dominique 50 F, OLMO Ange 50 F, DUTHILLEUL Alain 100 F, TOURREILLES Raymond 50 F, LESPEDES Fernand 50 F, DEBIEU Fernand 150 F, DUPUIS André 50 F, TIFOUCHE Jean-Yves 50 F, Dominique 50 F, Librairie du M.L. 105 F, SHILLER Patrice 50 F, LEMAITRE Laurent 100 F, BES Pierrette 100 F, MOLINARI Armand 50 F, LECLERC Jean 50 F, KLEBEK Marianna 50 F, AMPOULIE Paul 15 F, REGARD M. 50 F, NEUKERMANS Christian 50 F, SANCHEZ-DIAZ Antonio 50 F, KRUISSEL-LEDUC 200 F, SOLIVA Jacques 50 F, HIREL Claude 200 F, DUVERGER Laurent 100 F, POILVERT Guy 100 F.

• Virements automatiques :

Groupe d'Aubenas 200 F, Liaison Anizy 100 F, Groupe Fresnes-Antony 150 F, GIRAUD J.-P. 300 F, Groupe Sacco-Vanzetti 350 F, BOLUDA J.-L. 100 F, PEYRAUT Yves 100 F, REMOND Jacques 100 F, MAY Françoise 50 F, BEAUFILS Etienne 25 F, LANSAC Geoffroy 54 F, FEHR Didier 50 F, RAYNAUD Jean-Marc 250 F, LE TROUHER O. 50 F, Groupe Jacob 100 F, BOITELLE Bruno 25 F, Groupe Malatesta 100 F, Groupe de Béziers 50 F, Groupe de Houilles-Sartrouville 100 F, MILLOT Guy 20 F, EXERTIER Philippe 80 F, CHEVTCHENKO Michel 50 F, PARIS Gérard 100 F, COSTES Daniel 50 F, POILVERT Guy 50 F, BOUEY Pierre 80 F, Groupe Varlin 100 F, PEIRAT Yves 50 F, Groupe Louise-Michel 150 F, ESCOUBET Gérard 50 F, CHAPEYROU Pierre 100 F, Fernandez Luc 50 F, PIVERT Gérard 25 F, Individuel Bégard 10 F, Groupe du Marais 50 F, Sylvie LAFABREGUE 50 F, Groupe de Bobigny 300 F, Groupe de Rouen 50 F, BABIN Edmond 100 F, Groupe de Périgueux 50 F, ATZORI P. 50 F, BARCO J.-M. 30 F, MOULIE G. 30 F, GOYAT Joëlle 50 F, FOISONN Christian 70 F, ROLLIN N. et J.-C. 100 F, BERRAUD J.-P. 100 F, SELLIN P. 20 F, CORDELET Didier 30 F, CAILLOT J. 50 F, Liaison Blois 100 F, SANCHEZ M. 50 F, Groupe Sevrans-Bondy 150 F, Groupe Bakouine 100 F.

Total des souscriptions (janvier) : 2 085 F.
Virements automatiques mensuels : 4 849 F.
Total général (janvier) : 6 934 F.

MEDECIN SOIGNE WALESA

A INSI le député-maire de la ville de Nice, le trop célèbre Jacques Médecin (« le fils du père ») a officiellement débaptisé le boulevard Stalingrad. Quand on connaît la hargne anticommuniste qui agite le « roi Jacques », on ne peut guère s'étonner que celui-ci descende le souvenir du « petit père des peuples ». Mais il fallait trouver un remplaçant au glorieux ancêtre. Hüler ? Pétaïn ? Médecin ? Pour les deux premiers, il nous faudra encore patienter ! Pour le dernier, c'est déjà fait, et à plusieurs endroits de la cité. Alors « l'ancien ami de Spaggiari » s'est creusé la tête et a décidé d'honorer le Prix Nobel de la Paix 1983. En effet, notre ville compte

maintenant un boulevard Lech-Walesa.

Certains n'ont pas apprécié la farce !

D'autres pensent que cette action est destinée à permettre au maire de devenir enfin membre d'Amnesty international. En effet, il a déchiré le contrat de jumelage qui liait Nice avec Joannesburg. Et maintenant il immortalise le serviteur de la Vierge Noire. Vous voyez bien qu'ici on fait tout pour les droits de l'homme !

Et si on demandait à Jean-Paul II (le confesseur de Walesa) de canoniser le député-maire ?

Roger Gr. de Nice

Editorial

QUAND des industries maintenant bien connues veulent se moderniser, on parle de licenciements et le gouvernement est d'accord. Il prend contact avec une éminence syndicale et arrange l'affaire. Paix sociale oblige ! Mais ce scénario, il est vrai un peu simpliste, ne marche à fond que si les rouages sont bien huilés et ils ne le sont plus. Que cela soit chez les militants ou dans les sphères syndicalo-gouvernementales l'heure est à la grogne. Pas souvent pour les mêmes raisons.

Certains, dont nous sommes, pensent que le syndicalisme devrait revenir à ses origines et constituer une organisation de travailleurs qui sur la base de leurs intérêts de classe expose de façon autonome son propre projet de société. Et cela à travers son action revendicative quotidienne comme par ses objectifs à long terme.

D'autres s'ils critiquent le gouvernement dans sa manière d'aborder les problèmes (Talbot n'ont pas de projet indépendant d'un regroupement de partis politiques qu'ils soient au gouvernement ou non. Et Edmond a beau faire des déclarations sur l'existence ardemment souhaitée d'une force syndicale indépendante du gouvernement de gauche, le moins que l'on puisse dire est qu'il change son fusil d'épaule !

Si dans le privé, les restructurations s'annoncent lourdes de conflits sociaux (charbonnages, chantiers navals...), si les stratèges gouvernementalo-syndicaux se demandent quel « habillage social » suffira à tempérer les troupes syndicalistes sur le terrain, ça ne va pas mieux dans la fonction publique.

En fin de semaine dernière, les responsables syndicaux sont sortis « très énervés » de la négociation salariale de la fonction publique. L'indexation des salaires n'avait jamais été remise en cause avec les gouvernements de droite. Et sous un gouvernement de gauche on fait porter la responsabilité de l'inflation aux salaires des fonctionnaires et on ne les réajuste pas. Le calcul de l'évolution de la masse salariale de 82-83 par le secrétaire d'Etat Anicet Le Pors se fait au détriment des employés de l'Etat. Dont acte ! Jacques Pommatour, de la F.E.N., a réclamé l'application de la clause de sauvegarde, il attend toujours...

Mauroy et le gouvernement considérant que partis de gauche et syndicats doivent marcher la main dans la main, ont tendance à décider à leur place. Ce qui ne leur plait pas, d'où les « coups de gueule ». Nous, anarchistes, pensons que les travailleurs n'ont pas à gérer la crise par ministres interposés, à la logique capitaliste du profit opposons un autre projet de société !

QUEL PRIX POUR LA LIBERTÉ ?

INSOUMIS à son affectation à l'O.N.F. où il devait effectuer son service civil en tant qu'objet de conscience, Michel Anthony était passé en jugement à Saverne (Bas-Rhin) le 14 septembre dernier. Le verdict, inhabituel pour ce genre d'affaire, était tombé : Une amende de 24 000 F, payable en douze mensualités. Michel ne peut pas accepter cette condamnation et est donc repassé en jugement à la cour d'appel de Colmar (Haut-Rhin) le 16 janvier. Là, il a réaffirmé son opposition au service militaire, mais aussi à un service civil de deux ans, car cette durée double constitue à la fois une punition de l'objet et un obstacle au libre choix de l'objection par les appelés. De plus, il a argué de son utilité sociale au poste d'éducateur spécialisé qu'il occupe et qui vaut bien ce qu'il pourrait faire à l'O.N.F.

Mais le fait le plus grave reste cette amende, importante

pour un travailleur, mais de moindre importance pour d'autres qui seraient plus favorisés. Comment accepter cette peine, qui pourrait constituer une jurisprudence à l'avenir et s'appliquer à tous les objecteurs insoumis, et qui représente un prix à payer pour sa liberté ? Ainsi, cette prise d'otage que constitue la conscription obligatoire pourrait être rançonnée... Il n'est pas question de l'accepter, pour éviter d'autres grignotages du libre choix de l'objection pour tous à tout moment.

La cour d'appel, au vu de la salle pleine de personnes venues soutenir Michel, n'a pas statué et a repoussé la délibération au 27 février. Pour éviter le maintien de cette amende, comme l'a demandé le procureur, vous pouvez envoyer vos lettres et télégrammes de soutien à Michel Anthony, à Cour d'appel, 9, avenue Raymond-Poincaré, 68000 Colmar.

Michel

TALBOT : LA REPRISE

MARDI 17 janvier 1983. La reprise du travail chez Talbot est effective, une surprise attend les ouvriers à l'entrée de l'usine ; en effet la direction a fait installé des sas grillagés avec des vigiles à chaque issue, pour mieux filtrer et contrôler les entrées. Aucun véhicule ne peut entrer dans la cour de l'entreprise, les trains ne s'arrêtent plus dans la gare de l'usine, mais à la gare de Poissy, il en est de même pour les autocars transportant les ouvriers, ceux-ci doivent se rendre à pied aux contrôles. Les C.R.S. patrouillent au-delà des entrées, les projecteurs illuminent la cour de l'entreprise qui ressemble à un camp fortifié.

Deuxième surprise, la direction a redistribué les postes de travail pour mieux diviser grévistes contre non-grévistes et empêcher les travailleurs de s'organiser vers une reprise de la grève.

Les licenciés de Talbot demandent « leurs droits », c'est-à-dire récupérer toutes les cotisations qu'ils ont versés aux différents organismes sociaux

et ce depuis dix ou vingt ans ; P.S.A. répond : « vos droits, nous vous les accordons par les deux mois de préavis ».

Actuellement les négociations tripartites engagées par l'Etat, P.S.A. et les syndicats prouvent que le plan social est complètement creux !

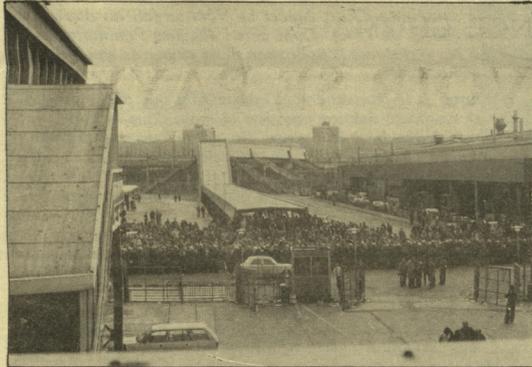
• L'A.N.P.E. de Poissy offre 12 emplois sur 400 annoncés par les médias.

• Aucun stage nouveau n'est organisé par l'A.F.P.A. et le gouvernement a refusé de signer l'engagement pour que les licenciés soient indemnisés à 100% et puissent trouver un emploi.

• Le « retour » se négocie d'Etat à Etat et il est dangereux pour les immigrés d'accepter cette condition, car c'est reconnaître que maintenant les grévistes immigrés de chez Talbot ne sont plus la force active et déterminée pour donner à cette lutte la victoire qu'elle mérite.

Pour toutes ces raisons, les licenciés ont décidé de former un comité dont l'action directe sera la seule arme sociale pouvant imposer aux patrons et au gouvernement « leur droit ».

Groupe de La Défense



LE RETOUR AU PAYS OU L'AVEU D'UN ÉCHEC

VENUE de délégués immigrés de la C.G.T. a resurgi durant le conflit de Talbot-Poissy une idée déjà connue : le retour au pays d'origine. Déjà l'ancien gouvernement avait, par le truchement d'un de ses ministres (Stoléru), proposé cette « solution » au chômage des « bons Français ». Le fait qu'aujourd'hui des travailleurs immigrés reprennent cette position, montre leur désarroi, le sentiment d'avoir été lachés...

La montée du racisme en France, la crise industrielle, les hésitations des syndicats, tout cela pousse les immigrés à se poser le problème du retour au pays. Pourtant s'ils se sont, il y a vingt ans, décidés à venir en France (1), c'est que les conditions de vie au Maroc ou ailleurs n'étaient pas ce qu'il y a de mieux. Arrivés dans la métropole, embri-

gades dans la C.S.L., parqués par les multiples marchands de sommeil, ils ont souvent servis aux syndicats (2) (C.G.T. et C.F.D.T.) à redorer leur blason et à masquer la baisse des effectifs. Le combat dans les syndicats français leur a fait croire que tout était possible, que leur licenciement serait repoussé, que la lutte serait victorieuse. Les derniers événements leur ont montré que les restructurations industrielles passaient en premier lieu par leur élimination et que les organisations syndicales, si elles haussent le ton dans les déclarations à la presse, dans les faits ne s'opposent que mollement aux prétentions du gouvernement.

On peut penser que la revendication du retour au pays est plus un constat d'échec, une solution de désespoir qu'une

« LIBÉRATION », BARRE MÊME COMBAT !

LES souscripteurs du début des années 70 qui multipliaient leur énergie militante pour que naisse un quotidien qui soit autre chose que la presse traditionnelle auraient-ils cru qu'un jour Libération inviterait à son siège social un ancien ministre de Giscard d'Estaing et qu'il assisterait au comité de rédaction. Quand la nouvelle arriva (1) le premier mouvement fut l'incrédulité : non, ils n'ont quand même pas été si loin, inviter Raymond Barre es-qualités dans les locaux du journal Libération, Serge July n'aurait pas si loin. Renseignements pris, l'information était exacte... comme il était vrai que Raymond Barre venait non pas en touriste, mais donner une conférence aux collaborateurs du journal. Leur a-t-il expliqué que les ouvriers

du livre, surtout ceux qui sont syndiqués, étaient des nantis ou leur a-t-il simplement expliqué la formule magique pour conjurer mai 68 avec la « realpolitik » et la loi du profit ?

Des brumes persistent sur le fond de cette intervention. Ce qui est sûr, c'est que la direction de Libération maintient le cap ! Fini depuis longtemps l'égalitarisme économique, il faut que l'entreprise marche, soit rentable et on n'hésite pas à demander des conseils à un ancien ministre de Valéry Giscard d'Estaing au moment même où celui-ci tente un retour sur l'avant de la scène politique ! Libération serait lu en majorité par des jeunes cadres, révélait dernièrement un sondage. Ce fait conjugué avec l'utilisation du vidéotex Libération assure à ce journal un cré-

neau juteux. Son projet de composition directe par les journalistes (avec le licenciement des clavistes et autres ouvriers du livre syndiqués ou non) en fait en outre un poisson pilote du patronat de la presse. Quand Libération naquit il y a quelques années c'était un journal militant et les syndicats du livre l'avaient tant bien que mal accepté en tant que tel. Aujourd'hui le rideau est tiré, c'est un journal comme les autres avec publicité, soutien financier de banques, hiérarchie interne et... un patron. Et la lutte des classes, n'en déplaît à Rocard et autres « recentrés » de 68, cela existe encore.

Un ancien jardinier de la rue Gay-Lussac

(1) Les Nouvelles semaine du 12 au 18 janvier.

DUNKERQUE : DÉGRAISSAGE OU ÉLIMINATION ?



APRÈS Talbot-Poissy sur la carte des mutations industrielles on pouvait se demander à qui le tour ? On sait déjà qu'à son dernier C.C.N. le groupe Alsthom-Atlantique a annoncé (« dans un premier temps ») plus d'un millier de licenciements, mais le choc le plus important semble avoir été à Dunkerque dans les chantiers navals.

« Bien sûr on s'y attendait. Mais pas à ce point-là. Pas qu'on envisage sérieusement de fermer le site. » Ainsi s'exprimait la semaine dernière le délégué syndical C.F.D.T. des chantiers France-Dunkerque (3 200 employés, branche nordiste du groupe Nord-Méditerranée). Totalisant plus de 80% des suffrages aux dernières élections professionnelles, C.F.D.T. et C.G.T. préparent conjointement la riposte qui commencera par le blocage de 3 navires en construction. A la Seyne-sur-Mer, la semaine dernière, 3 000 ouvriers ont occupé les chantiers navals. Cette action avait été

décidée à l'issue d'une assemblée générale où des délégués C.G.T. et C.F.D.T. avaient annoncé des réductions d'effectifs rendues publiques à une réunion du comité central d'entreprise.

Les chantiers navals, autre industrie à « dégraisser » pour le plus grand bien du profit capitaliste, sont maintenant dans le colimateur. Le dirigeant de la C.G.T. Henri Krasucki répétait dernièrement : « il y a des choses qui ne peuvent pas être supportées par la masse des travailleurs ». Soit, mais où est la barre ? Si dans les chantiers navals les sphères syndicales montrent dans les faits autant de compréhension pour les désirs du gouvernement qu'à Talbot-Poissy, leurs discours « coups-de-gueule » n'abusent personne. Chômage et licenciements, cela reste le lot des travailleurs, gauche au gouvernement ou non, le capitalisme reste roi.

J.-P. G.



(1) Les recruteurs de chez Talbot prenaient en priorité, dans les villages marocains, les illettrés, musclés de préférence.

(2) Dans la métallurgie, à Citroën par exemple pour la C.G.T., dans le textile au Sentier ou les nettoyeurs du métro pour la C.F.D.T.

INSPECTION : SAVARY RÉAGIT

Il y a presque deux ans, un mouvement de lutte contre l'inspection voyait le jour dans l'Education nationale. Un certain nombre d'enseignants se lançaient dans une remise en cause de la hiérarchie sévissant dans l'Education nationale et contestait cette institution d'un autre âge qu'est l'inspection et son corollaire, la notation.

Dans un certain nombre de départements, la lutte s'organisa, impulsée essentiellement par le S.G.E.N.-C.F.D.T. Elle prenait des visages multiples : pétitions, accueil collectif de l'inspecteur, publication des rapports d'inspection, et surtout refus pur et simple de l'inspection (logiquement passible des commissions disciplinaires).

Les raisons de ce refus, basées sur une remise en cause fondamentale de la hiérarchie étaient multiples : infantilisation de l'enseignant, notation à la tête du client et selon l'humeur de l'inspecteur, sanction pour une pédagogie qui pouvait déplaire...

En opposition à ce filage, les enseignants engagés dans ce refus développaient ou souhaitaient développer une prati-

que d'évaluation du travail à partir d'objectifs fixés par l'équipe pédagogique (lorsqu'elle existe), évaluation réalisée par cette équipe, l'inspecteur perdant ses fonctions, pour, au mieux, être ramené au rang d'animateur pédagogique dans la circonscription.

Qu'en est-il aujourd'hui de ce mouvement ?

Lancé par un syndicat minoritaire (le S.G.E.N.), superbement ignoré par l'empire F.E.N., il était effectivement appelé à rester relativement marginal, tant il est vrai que nombre d'enseignants ont plus que tendance à reproduire les rapports maître-élève dans leurs relations avec l'inspecteur.

Il est plus facile de déployer éternellement des banderoles demandant des moyens supplémentaires pour continuer *ad vitam aeternam* un enseignement traditionnel que d'essayer de transformer l'école de l'intérieur, là où cela est possible, quitte à définir ensuite les moyens nécessaires à cette transformation... sérieusement pensée et pleinement voulue.

L'inspection est un obstacle à ce changement. Ceux qui se sont engagés dans le refus l'ont fait dans cette perspective de changement de l'école. Le résultat, quoique non négligeable, n'est pas spécialement brillant, du fait même du réel engagement personnel qu'il demande à chacun. Qu'on en juge : quelques milliers de refus d'inspection sur l'ensemble de la profession. Maigre ! Durant deux ans, le ministère laissa donc mariner dans leur jus ces contestataires, sans répression ou presque. Ce qui laissait prévoir le meilleur comme le pire pour la décision finale.

C'est naturellement le pire qui vient d'arriver, puisque Savary vient de publier (au Bulletin officiel de l'Education nationale du 22 décembre 83) un texte relatif aux nouvelles modalités d'inspection des enseignants. Texte habile s'il en est, définissant ces nouvelles règles (entretien approfondi sur les objectifs, entretien avec l'équipe pédagogique, avertissement de la visite, etc.). Pourtant, au chapitre 12 on peut y lire que dorénavant les « enseignants re-

fusant l'inspection ne se verront plus attribuer de notes pédagogiques avec toutes les conséquences que cela entraîne pour la détermination de la note globale » (note pédagogique + ancienneté + points supplémentaires).

Rappelons que cette note intervient dans les promotions, les permutations inter-départementales, les stages de formation continue et surtout dans le mouvement du personnel à l'intérieur du département. Un zéro pointé qui ne veut pas dire son nom et qui a l'inconvénient ou le mérite, suivant le camp dans lequel on se trouve d'éviter la contestation d'un abaissement de la note à zéro puisqu'il n'y a même plus de note du tout !

Et l'on voit mal des gens refusant la note exiger le maintien de la note antérieure ! Bien joué, camarade Savary !

Qu'importe, la lutte continue !

La première étape à atteindre est la suppression de la note dans le barème du mouvement du personnel (en primaire) qu'il est possible d'arracher dans les

Commissions paritaires départementales, comme l'exemple d'Ille-et-Vilaine nous l'a montré, où sur proposition du représentant du S.G.E.N. et après nombre d'actions, les délégués du S.N.I. et l'administration ont voté également pour la suppression de cette note. Une fois cet obstacle supprimé, on peut penser qu'un plus grand nombre d'enseignants se lanceront dans le mouvement de refus. A voir ! A voir aussi l'attitude du S.N.I. et de la F.E.N. en général qui ne pourront éternellement défendre, sur le terrain ou dans les Commissions paritaires, des valeurs conservatrices, quitte d'ailleurs à se retrouver en contradiction avec des motions de congrès départementaux.

La lutte contre l'inspection continue donc, malgré les mesures gouvernementales. Elle fait partie d'un combat plus global contre la hiérarchie, pour une réelle transformation de l'école. Tant pis pour ceux qui, cramponnés à toutes les valeurs conservatrices de l'école, auront loupé la marche du train.

Patrick
Gr. d'Angers

GRÂCE À L'ACCORD SUR L'ASSURANCE CHÔMAGE

LES PATRONS VONT POUVOIR SE PAYER DES DÉGRAISSAGES

PLUS il y aura de chômeurs, moins ils seront indemnisés. C'est la logique même si l'on en croit ce distingué économiste qu'est M. Jean Boissonnat. Et il explique, en substance, qu'une bonne assurance est conçue pour une époque... où il n'y a pratiquement pas de chômeurs. En revanche, quand ils se retrouvent à plus de deux millions sur le pavé c'est une autre histoire. Vous n'imaginez tout de même pas que ces pauvres patrons, contraints de « dégraisser » à tour de bras, puissent en payer les conséquences... M. Boissonnat se trouve, n'en doutons pas, en parfaite concordance de vue avec le C.N.P.F. et à propos de l'accord signé par la C.G.C., F.O. et la C.F.T.C. il écrit que « le patronat a réussi à faire prévaloir sa philosophie ». De son côté *Le Monde* estime que cette signature constitue un « net succès » pour M. Gattaz et ses amis.

Du cinéma

Il a fallu dix réunions et 60 heures de palabres pour que le C.N.P.F. obtienne finalement ce qu'il voulait, moyennant quelques concessions parfaitement prévisibles. Tout ce cinéma a permis aux braves « syndicalistes » épuisés de proclamer qu'ils avaient vaillamment lutté. Et à M. Bergeron d'expliquer que l'accord « est le meilleur que nous puissions imaginer dans les circonstances actuelles ». Ce bel optimisme du camarade secrétaire général démontre qu'il ne redoute pas, lui au moins, de terminer sa carrière avec des allocations de fin de droits...

Elagage et largage

Ce « meilleur accord » aboutit à réduire la durée et le niveau de prestations déjà bien amputées par le décret du 24 novembre 1982 et à larguer certaines catégories de chômeurs : les jeunes et les femmes à la recherche d'un premier emploi, les pré-retraités du F.N.E., des contrats de solidarité et des conventions sociales comme celle de la sidérurgie. Ils rejoindront dans le système de « solidarité nationale » financé par l'Etat, tous les chômeurs ayant épuisé leurs droits dans le cadre de la nouvelle U.N.E.D.I.C. Dans quelles conditions ? L'Etat, nous dit-on, a prévu près de 30 milliards pour la « solidarité » dans le budget 84. Il s'agit d'une somme fixée une fois pour toutes et si le nombre de « sans emplois » relevant de ce système augmente considéra-

blement dans l'année, comme on peut le craindre, les prestations risquent bien de s'amenuiser. Avec M. Bérégovoy il faut s'attendre à tout, quand on sait comment il vient d'amputer les allocations des sidérurgistes licenciés avec, fait rarissime, un rappel de prélèvements sur six mois !...

Notons que la C.F.D.T., toujours très imaginative, propose, pour aider au financement de la « solidarité », l'utilisation de la contribution exceptionnelle des fonctionnaires (3,3 milliards). C'est évidemment plus simple que de puiser, par exemple, dans le budget militaire...

Une des plus remarquables applications de la « philosophie » patronale approuvée par les syndicats signataires est la suppression de l'allocation spéciale perçue jusqu'à présent par les licenciés pour des causes économiques. Instituée au début de la crise elle garantissait alors 90% du salaire brut pendant un an, puis elle avait été ramenée à un taux allant de 75 à 60%, plus une allocation fixe. Le toujours fameux décret du 24 novembre 1982 l'avait réduite à deux trimestres. Désormais, c'est bien plus simple, on n'en parlera plus et l'allocation de base (40 F par jour + 42% du salaire de référence) suffira amplement à indemniser les nombreuses victimes des restructurations et modernisations.

Autres décisions à apprécier à leur juste valeur :

- les durées garanties d'indemnisation sont réduites, surtout pour les travailleurs âgés de 50 à 55 ans (moins 15 mois !...)
- l'allocation minimale de base diminue de 100 à 95 F et le maximum d'indemnisation possible de 80 à 75% du salaire de référence. C'est une échelle mobile à l'envers !

Selon M. Yvon Chautard, cette diminution est « nécessaire afin d'établir une certaine différence de revenu entre l'activité et le chômage » et pour « qu'il y ait une incitation à la reprise d'activité ». Les chômeurs, il a fallu les pousser pour partir et il faut les pousser encore pour retourner au boulot ! A propos, les syndicats signataires partagent-ils cette « philosophie » de M. Chotard ?

Des cadres adorés

Pour couronner l'édifice il fallait une augmentation des cotisations. Celles des ouvriers (qui passent de 1,72 à 1,92%) et pas celle des patrons, bien sûr.

Les cotisations des cadres sont également majorées,

mais, divine surprise, cela permettra une augmentation des prestations de cette catégorie de personnel objet de tous les soins du pouvoir et du patronat. A ce propos *Le Monde*, pourtant toujours très modéré dans son expression, laisse percer une certaine indignation en soulignant que le minimum d'indemnisation des cadres est porté à 60% du salaire antérieur, au lieu de 42% pour les autres chômeurs. Un cadre qui gagnait quatre fois le plafond de la Sécurité sociale va, de ce fait, recevoir 4 599 F de plus !

Par comparaison les chômeurs ayant occupé un emploi précaire pourront perdre jusqu'à 855 F par mois. Ceux qui avaient le S.M.I.C. comme salaire de référence perdront 155 F par mois en raison de l'abaissement à 75% du plafond garanti. « Pis encore, poursuit *Le Monde*, les 58 700 allocataires âgés de cinquante à cinquante-cinq ans font figures de grandes victimes : la durée maximale d'indemnisation étant diminuée de quinze mois, un chômeur dans cette situation perdra 45 000 F si son salaire de référence était de 5 000 F mensuels. » Et le même journal ajoute que ce système, voulu par la C.G.C. et plus avantageux pour les cadres, « introduit subrepticement la notion d'une couverture sociale à deux vitesses. »

Ce n'est qu'un début...

Bien entendu le C.N.P.F. se réjouit de son succès et ne veut pas s'arrêter en si bon chemin puisqu'il y trouve des compagnons de route aussi compréhensifs. Il veut obtenir maintenant la « flexibilité » de l'emploi, c'est-à-dire, essentiellement, la liberté de licencier. S'il y arrive, les champions de la « politiques contractuelles », les stakhanovistes de la signature affirmeront encore qu'il n'y avait rien de mieux à faire.

Quand à la C.G.T. et à la C.F.D.T., à l'heure où cet article est rédigé, elles n'ont pas encore apposé leur griffe au bas de l'accord. On nous dit qu'elles hésitent et qu'elles ne voudraient pas pratiquer la politique de la chaise vide dans la nouvelle assurance chômage. Qu'elles demeurent ainsi le postérieur entre deux fauteuils alors que devant tant d'infamies il faudrait casser la baraque démontre, s'il en était encore besoin, que les travailleurs n'ont pas à attendre davantage de ces deux confédérations que des trois autres.

Sébastien Basson

LA PESTE EST DE RETOUR

L'EXTRÊME-DROITE connaît actuellement un renouveau, c'est incontestable. Les résultats électoraux, la participation accrue aux meetings et manifestations de ses organisations, et particulièrement du Front national de Jean-Marie Le Pen, prouvent que, depuis la venue au pouvoir des socialistes, une frange non négligeable de la population française se trouve séduite par les théories fascisantes qu'elle délaissait il y a encore quelques années. Pour exemple, en 1981, Le Pen n'avait rassemblé que 120 personnes dans un meeting à Lyon. La semaine dernière, il remplissait une salle avec 2 500 partisans dans la même ville. Il ne sert à rien de se cacher les yeux ou de s'autorassurer, en se disant qu'il ne s'agit que d'un feu de paille dû à la publicité exagérée dont bénéficie Le Pen de la part des médias. L'extrême-droite est désormais une composante « active » de l'opposition avec laquelle il va falloir compter... et c'est notre rôle à nous, militants révolutionnaires, de démontrer le danger de cette montée du fascisme, de démontrer le mécanisme et de mettre en œuvre les moyens d'enrayer l'épidémie de peste, sinon...



Militants d'extrême-droite à Aulnay le 13 novembre.

L'extrême-droite aujourd'hui

Les deux principales organisations d'extrême-droite en France, aujourd'hui, sont le Front national et le Parti des forces nouvelles. Le Front national est issu du congrès de 1970 du mouvement Ordre nouveau (dissous en 1973). A cette époque l'Ordre nouveau décide de créer un mouvement rassemblant les diverses composantes de l'extrême-droite française, de créer un Front national, dans lequel on va retrouver du beau monde : royalistes d'Action française, des anciens de la Légion des volontaires français contre le bolchevisme (qui combattirent sur le front de Russie pendant la dernière guerre sous uniforme allemand), des ex-O.A.S., des gens comme Le Pen (député poujadiste), François Brigneau (rédacteur en chef de Minute), etc. Ce beau projet se casse rapidement la gueule, faute de cohésion entre les diverses parties. Les plus durs créent le M.N.R. (Mouvement nationaliste révolutionnaire) qui a des positions néonazies très marquées, les royalistes de la Nouvelle action française se regroupent en Nouvelle action royaliste, etc. ; Le Pen fait ainsi son petit ménage. Le bonhomme est connu : il est un des 52 députés poujadistes élus en 1956. Le poujadisme était un mélange de populisme nationaliste, d'antiparlementarisme, d'antiétatisme, de racisme (guerre d'Algérie), de morale conservatrice... on voit que ce mélange continue à être l'essence du Front national de 1984 ! Peu à peu, Le Pen prend les rênes du Front national. Une organisation de jeunesse est créée : le F.N.J. Mouvement « large » à ses débuts, en vue des législatives de 73, le Front national est désormais le « parti de Le Pen ».

Sa stratégie est la suivante : devenir une force autonome des partis de la droite traditionnelle,

regroupant la « véritable opposition », un M.S.I. à la française (le M.S.I. est le parti fasciste en Italie). Avant le 10 mai 81, le Front national, présent régulièrement dans les campagnes électorales, canalise un électoralat très restreint véritablement d'extrême-droite par le choix idéologique.

Depuis la venue des socialistes au pouvoir, les déçus de la majorité et de l'opposition jugée trop « molle » votent « Le Pen » en signe de « protestation ». Il y a une différence énorme entre l'électorat du Front national et ses composantes militantes. Aujourd'hui, le Front national revendique 15 000 adhérents, le Parti des forces nouvelles environ la moitié.

Moins important que le Front national, le P.F.N., alors que son concurrent vise l'autonomie face aux partis politiques de droite, préconise et pratique l'entrisme au R.P.R., au C.N.I.P. (Conseil national des indépendants et paysans), etc. Le P.F.N. est né en 1974, après la dissolution d'Ordre nouveau et après avoir été intégré au Front national. Aux présidentielles, le P.F.N. soutient Giscard — on se rappelle d'ailleurs les « problèmes » que cela causa au futur président, vu le zèle des militants fascistes de son service d'ordre. A partir de 77, le P.F.N. se rapproche peu à peu du R.P.R., jugeant les chiraquiens plus durs que l'U.D.F. (certains militants responsables du P.F.N. sont d'ailleurs élus R.P.R.). Malgré cela, la stratégie du Front national semble être plus « payante » vu les résultats électoraux obtenus en condamnant à la fois giscardiens et chiraquiens, et la P.F.N. semble revenir à ses méthodes passées, à moins qu'il ne dispose d'une base militante plus « remuante » : commandos contre les ministères communistes, agressions racistes, descentes contre les militants de gauche, etc. L'apogée de cet activisme a semblé-t-il être atteint lors des manifes-

tations étudiantes contre la réforme Savary ou le G.U.D. (Groupe union défense), branche étudiante du P.F.N., a pratiqué l'entrisme à fond et le débordement. On se souvient des slogans, repris par les étudiants en droit, comme « Allende on t'a eu, Mitterrand on t'aura ! » ou « C.R.S., allez-vous occuper des bougnoules d'Aulnay ».

Outre le Front national et le P.F.N., il faut compter les petites organisations archiminoritaires royalistes, catholiques-réactionnaires, solidaristes, néonazies, etc. Nous nous limitons volontairement aux deux principaux mouvements actuellement sous les feux de l'actualité. De même, nous n'aborderons pas la « Nouvelle droite » et sa stratégie d'intoxication idéologique, notamment dans le Figaro-Magazine et plus récemment dans Magazine hebdo ou MM. Pauwels, Jean-Marie de Benoist, LeFebvre — pas Monseigneur, celui-là c'est encore autre chose — et autres s'ingéniant à expliquer « scientifiquement » la supériorité de « l'homme blanc » sur les autres « races » humaines.

Où recrute l'extrême-droite

Le Front national enrôle plutôt les 40-60 ans, les « beaufs » : petits commerçants, agents de sécurité, vigiles, policiers, etc. Il se veut mouvement « populaire », et ses résultats récents de Dreux ou d'Aulnay-sous-Bois semblent prouver qu'il est sur la bonne voie. Le P.F.N., lui, recrute les 18-30 ans, d'une part les étudiants (en majorité en droit), de l'autre les « casseurs d'Arabes », peu politisés mais très actifs : parachutistes, loubards, « Skinheads », etc. Le voisinage des militants « bon chic bon genre » et de ces derniers explique beaucoup la violence difficilement contrôlable du Parti des forces nouvelles dans ses interventions. Ensuite, par son entrisme, le P.F.N. touche des gens déjà investis dans une organisation politique ou syndicale qu'ils jugent « pas assez efficace » et qui sont séduits par le radicalisme de ce parti.

Quelle riposte ?

L'extrême-droite, et surtout le Front national, joue la respectabilité. A quelques bavures près, fini les croix celtiques, les barres de fer, les cocktails molotov, les crânes rasés, les tenues paramilitaires (Notez bien que ça reviendra le moment venu). Elle s'ingénie à jouer le jeu de la démocratie, et ça paye ! Car l'extrême-droite a trouvé un cheval de bataille à toute épreuve : l'immigration ! Plus question de se casser la tête à proposer un programme, il suffit de dire : « 2 millions de chômeurs, c'est trop, foutons les métèques dehors ! » et c'est gagné.

Bien sûr, les buts véritables ressortent parfois, au détour d'une interview, des expressions comme « mélange racial » ou « bouillonnement biologique » rappellent à qui ont à affaire, et que sous le vernis légaliste, la croix gammée sommeille !

La gauche, face au danger fasciste, semble rester inerte. Pourtant, n'était-ce pas son rôle de barrer la route à l'extrême-droite ? N'était-ce pas à elle de se lancer dans une vaste opération d'information sur l'immigration, pour annuler les effets dévastateurs des menées racistes que l'on doit à Le Pen et Cie. ? Le gouvernement socialiste semble avoir fait le calcul suivant : « faisons de la pub. à Le Pen, laissons le se développer, comme ça, les mesures anti-immigrés passeront très bien dans une population remontée à bloc sur ce sujet, et nous n'aurons pas à nous salir les mains, ensuite nous réviserons bon gré, mal gré, l'union de la gauche moribonde pour endiguer la montée fasciste aux prochaines élections ! » et toc ! Et l'extrême-gauche de tomber dans le panneau... Au lieu d'organiser la contre-propagande antiraciste et antifasciste, elle défille, à Lyon et ailleurs, aux côtés des socialistes-communistes pour exiger l'interdiction des meetings de Le Pen ou la dissolution des groupes d'extrême-droite (pourtant, la L.C.R. a gardé un souvenir cuisant de 1973, où elle fut dissoute en même temps qu'Ordre nouveau !). En clair, elle réclame des mesures dont elle sera plus tard la victime ! Sans compter l'aubaine pour les fascistes de se faire passer pour des martyrs et des combattants de la liberté d'expression !

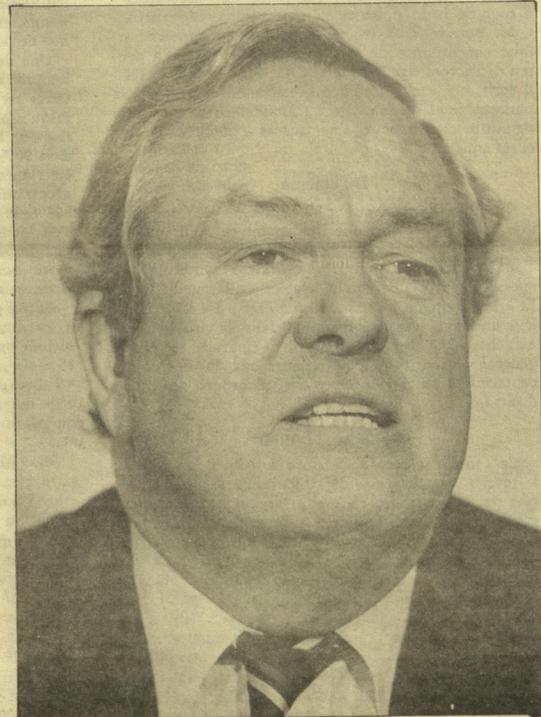
La véritable force de l'extrême-droite, c'est la trop grande passivité des travailleurs, le chacun pour soi. Le Pen veut foutre les immigrés dehors, ils ne bronchent pas ! Les flics d'extrême-droite font la pluie et le beau temps dans certains commissariats, il ne bronchent pas ! Les gens de Légitime Défense

(très copain avec le Front national) font des cartons sur les jeunes immigrés, ils ne bronchent pas ! Des futurs légionnaires « qu'aimaient pas les ratons » balancent Habib Ghemzi d'un train, ils ne bronchent pas ! La vérole raciste contamaine chaque jour un peu plus le pays, ils ne bronchent toujours pas ! Peut-être sont-ils déjà contaminés ?

Il n'y a rien à attendre du gouvernement socialiste pour enrayer le processus. Ce n'est pas avec des mesures répressives que l'extrême-droite va disparaître, surtout des esprits. La montée fasciste ne doit pas être condamnée en termes humanistes, où le prolétaire et le chef de rayon défilent côte à côte en gueulant : « le fascisme ne passera pas ! ». L'important n'est pas d'interdire les réunions publiques des fascistes, mais bien d'armer les consciences pour qu'ils parlent devant des salles vides ! Ben, oui, c'est plus dur, mais combien efficace !

Les anarchistes doivent maintenant s'engager dans la lutte antifasciste. Il faut que le mot d'ordre « Français-immigrés, une seule classe ouvrière ! » se concrétise dans les faits, en dehors des divisions. La solidarité ne doit pas être un vain mot. Si elle existait réellement, la C.S.L. aurait depuis longtemps été anéantie à Talbot ! La lutte antifasciste est une lutte de classe ! Rester assis sur son cul, en pleurant devant cette flambée qu'on croit ne pas pouvoir éteindre, revient à réserver maintenant sa future place pour le stade ! No pasaran ! Ils ne passeront pas !

Gr. Libertad



L'EXTRÊME-DROITE connaît actuellement un renouveau, c'est incontestable. Les résultats électoraux, la participation accrue aux meetings et manifestations de ses organisations, et particulièrement du Front national de Jean-Marie Le Pen, prouvent que, depuis la venue au pouvoir des socialistes, une frange non négligeable de la population française se trouve séduite par les théories fascisantes qu'elle délaissait il y a encore quelques années. Pour exemple, en 1981, Le Pen n'avait rassemblé que 120 personnes dans un meeting à Lyon. La semaine dernière, il remplissait une salle avec 2 500 partisans dans la même ville. Il ne sert à rien de se cacher les yeux ou de s'autorassurer, en se disant qu'il ne s'agit que d'un feu de paille dû à la publicité exagérée dont bénéficie Le Pen de la part des médias. L'extrême-droite est désormais une composante « active » de l'opposition avec laquelle il va falloir compter... et c'est notre rôle à nous, militants révolutionnaires, de démontrer le danger de cette montée du fascisme, de démontrer le mécanisme et de mettre en œuvre les moyens d'enrayer l'épidémie de peste, sinon...

C'est un rité politique de gouvernement à été du régime, libres, et organisation de de

Il y a e déterminée voir. Il y a risme, et l'ortionnaire ni plus du leurs. Elle n'aboli toute naissance pas. juge des in seur de l'or Ceci posé, ne le conte cent d'auct

Tel est,

li.

Le systè vie politi de vie soci de seuls vr purement un tel régi comme un est le chef chaque ci vingt-qu avoir de v portement dans ses r val ou de signifiatio celle-ci. L litarisme. sont eux a

Le fasci communis hostilité n nature en toriques, dans les th • le lénin • l'idéali • le lénin nationalis • le lénin du prolét capitaliste de tous le nationale Par ail et dans u

FASCISME ET TOTALITARISME

L'EXTRÊME-DROITE n'est pas une et indivisible. C'est un ensemble assez disparate de courants divers. Ce qu'ils ont en commun, c'est le principe de la concentration de l'autorité politique entre les mains du gouvernement et surtout de son chef. Cette concentration n'exclut pas nécessairement la pluralité des courants et des partis, et l'existence d'une représentation nationale issue d'élections régulières et libres, mais elle implique au moins l'abaissement du Parlement. C'est aussi un caractère de l'extrême-droite que d'avoir un goût « prononcé » pour la répression brutale de toute atteinte à « l'ordre public » quand elle est au pouvoir. Beaucoup de gens aujourd'hui situent à l'extrême-droite le courant nationaliste démocrate représenté en France par Chirac. Ils ont raison, pourvu qu'on précise qu'il en est la fraction la plus modérée. En effet, ne l'oublions pas, il y a aussi dans l'extrême-droite un ensemble de courants qui préconisent l'instauration d'une dictature.

Qu'est-ce que la dictature ?

C'est un régime dans lequel non seulement l'autorité politique est concentrée entre les mains du chef de gouvernement, mais encore où la liberté d'expression a été entièrement supprimée pour les adversaires du régime, où par conséquent il n'y a plus d'élections libres, et où il n'y a plus de liberté d'association, toute organisation indépendante de masse risquant évidemment de devenir rapidement un foyer d'opposition.

Il y a essentiellement deux catégories de dictature déterminées par la longueur du rayon d'action du pouvoir. Il y a la dictature de type traditionnel, le césarisme, et la dictature généralisée, le totalitarisme. Les tortionnaires de l'une ne sont certes ni plus aimables ni plus doux que ceux de l'autre. La différence est ailleurs. Elle réside en ce que le césarisme se contente d'avoir aboli toute vie politique et de veiller à ce qu'elle ne renaisse pas. Il se complait dans son rôle de souverain juge des intérêts de la nation. Il s'érige en grand défenseur de l'ordre établi, c'est-à-dire des classes possédantes. Ceci posé, il laisse vivre comme ils l'entendent ceux qui ne le contestent pas, ceux qui ne dérangent ni ne menacent d'aucune manière l'ordre établi.

Tel est, par exemple, le régime de Pinochet au Chili.

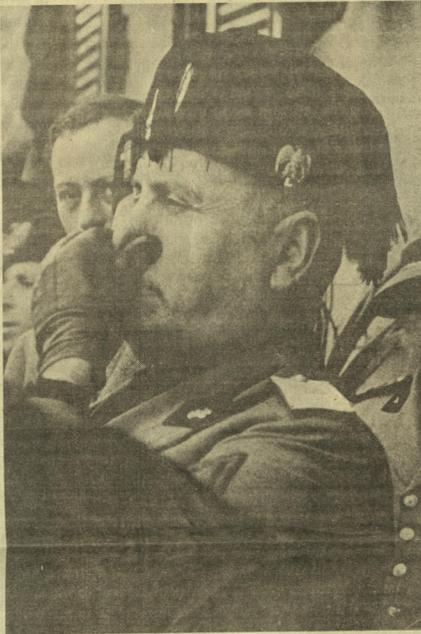
Le système totalitaire ne se contente pas d'abolir la vie politique, mais aussi toutes les formes spontanées de vie sociale pour susciter, selon des critères qu'il juge seuls vrais et infaillibles, une forme nouvelle de vie, purement artificielle, définie et réglée par lui seul. Sous un tel régime, la nation entière est considérée et traitée comme une immense armée dont le général en chef est le chef du gouvernement. Comme dans une armée, chaque citoyen est à la disposition du gouvernement vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Il ne saurait donc avoir de véritable vie privée. Qu'il s'agisse de son comportement par rapport au système ou de sa conduite dans ses rapports avec autrui, qu'il s'agisse de son travail ou de ses activités de loisirs, tous ses actes ont une signification idéologique et sont jugés en fonction de celle-ci. Le fascisme mussolinien est un exemple de totalitarisme. Pourtant les systèmes soviétiques ou chinois sont eux aussi totalitaires.

Fascisme et/ou marxisme

Le fascisme proprement dit est aussi violemment anti-communiste que le communisme est antifasciste. Cette hostilité mutuelle ne résulte pas d'un antagonisme de nature entre les deux systèmes comme phénomènes historiques, mais d'une opposition dans la démarche et dans les thèmes doctrinaux :

- le léninisme se réclame du matérialisme, le fascisme de l'idéalisme ;
- le léninisme se proclame internationaliste, le fascisme nationaliste ;
- le léninisme se veut l'expression de la lutte mondiale du prolétariat pour l'anéantissement de la bourgeoisie capitaliste comme classe, le fascisme celle de l'unité de tous les nationaux face à ce qui entrave l'expansion nationale.

Par ailleurs, le fascisme se présente sous une forme et dans une composition nettement définies, nonobstant



les variations qu'il pourrait connaître en raison du temps et du lieu.

Il se manifeste sous la forme d'un système politique dans lequel les masses populaires, avec au premier rang les classes moyennes et la masse des marginaux en tout genre, sont organisées dans une sorte d'ordre politico-militaire appelé par habitude le Parti et formé à la fois d'une organisation politique et d'une troupe. Autour de cet ordre politico-militaire gravitent diverses organisations de masse, professionnelles, culturelles, des femmes, des jeunes, des anciens combattants, etc. Chacune de ces organisations et notamment le parti est constituée selon un ordre strictement hiérarchique. Au sommet il y a le Meneur, qui est en même temps le dictateur de la nation. Naturellement le parti soutient activement l'action gouvernementale de son meneur. Mais il n'est en aucun cas une création artificielle du chef du gouvernement. C'est lui au contraire qui a inventé son meneur, qui lui a permis d'acquiescer sa stature de candidat à la dictature et qui finalement lui a donné le moyen de s'emparer du pouvoir absolu. Il y a interdépendance et complicité étroite entre le mouvement fasciste et son meneur devenu dictateur et demi-dieu.

Les nationalismes

Dans sa composition, le fascisme est idéologiquement hétérogène. Il est constitué par la coalition de trois courants distincts : le nationalisme césarien, le nationalisme communautaire et le nationalisme racialiste.

Le nationalisme césarien et le nationalisme communautaire exaltent la nation d'une manière traditionnelle en ce sens qu'ils acceptent comme une donnée intangible de l'histoire la composition humaine que présente aujourd'hui la nation. Toujours violemment xénophobes, ils manifestent aussi du racisme. Mais c'est le racisme commun, c'est-à-dire passionnel. Leurs divergences essentielles s'élèvent à propos des rapports que le fascisme doit avoir avec les corps traditionnels de l'Etat, en particulier l'armée et l'église, et au sujet du but social et économique. Sous ce rapport, le nationalisme césarien se montre foncièrement conservateur, le nationalisme communautaire se proclame révolutionnaire.

Le nationalisme césarien veut l'entente entre le fascisme et l'armée traditionnelle. La troupe du parti doit lui être subordonnée dans son éventuelle activité militaire, de même qu'elle ne doit pas se substituer à la police d'Etat, mais se cantonner dans le rôle de garde politique du régime. Pour le nationalisme communautaire,

influencé par l'exemple de l'Armée Rouge des communistes, la troupe du parti doit être le noyau d'une armée nouvelle, d'une armée populaire imprégnée de l'idéologie nationaliste communautaire.

En matière d'éducation et de formation morale, le nationalisme césarien est traditionaliste : il recherche l'accord et le soutien actif de l'église, plus précisément celui de sa fraction intégriste. Le nationalisme communautaire, influencé par le souvenir de la dictature jacobine de 1794 et par la tradition d'un certain nationalisme français d'origine blanquiste, est franchement anticlérical, voire athée, veut substituer le culte de la Nation à la croyance en Dieu et fonder un système d'éducation sur cette base.

Le nationalisme césarien est farouchement attaché au principe de la propriété privée des moyens de production, sans être systématiquement hostile à tout dirigisme. Le nationalisme communautaire préconise la nationalisation des multinationales et des groupes monopolistes.

Les deux courants proposent l'organisation d'un système corporatif. Le nationalisme césarien y voit le moyen d'empêcher toute organisation autonome des travailleurs salariés. Le nationalisme communautaire croit pouvoir réaliser ainsi la participation ouvrière à la vie des entreprises et se persuade qu'il en résultera, pour le plus grand profit de la nation, la réconciliation définitive des classes moyennes propriétaires et des classes salariées.

Le troisième courant du fascisme, le nationalisme racialiste, diffère profondément des deux autres. Pour lui, en effet, la composition humaine que présente actuellement la nation n'est nullement une donnée intangible, car elle est le produit d'un désastreux mélange de « races ». Telle quelle, la nation n'est donc rien d'autre qu'une matière première que le nationalisme racialiste a l'intention de façonner pour créer une nation d'un type nouveau, entièrement constituée en fonction des critères raciaux qu'il a adoptés. Ces critères étant à ses yeux primordiaux, « l'élite raciale » qui formera la nation future pourra être recherchée aussi bien dans les pays étrangers que sur le sol national. A l'inverse, certaines catégories d'individus considérés présentement comme des nationaux seront exclues de la nation future, en raison de leur appartenance à des « races inférieures » ou « malfaisantes ».

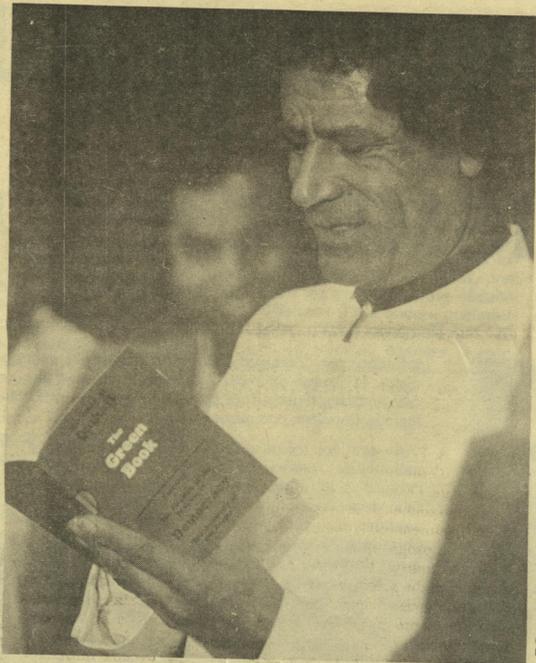
Ainsi, ce que préconise le nationalisme racialiste, ce n'est rien moins qu'une « révolution biologique ». Une entreprise aussi foncièrement inhumaine commande impérieusement un système d'éducation qui entraîne une soumission absolue de tous les individus au but idéologique du Parti et de son Etat. Or, dès lors que le Meneur et ses collaborateurs engagés dans la « révolution biologique » disposent effectivement à leur gré de la personne et de la volonté de chaque individu, les questions d'organisation sociale et économique perdent toute espèce d'importance. Qu'importe que celui-ci soit propriétaire ou salarié, qu'il exerce telle ou telle fonction si son destin est commandé avant tout par « sa race », son fanatisme idéologique et les aptitudes qu'il révèle dans le combat pour la « révolution biologique » ?

Telles sont donc les trois courants qui entrent dans la composition du fascisme et telle est la forme sous laquelle il se manifeste.

Jean Fonta

Prague, 1968





Tunisie : Kadhafi doublé par Reagan.

TUNISIE : UNE RÉVOLTE QUI A FAIT PEUR

LA Tunisie est l'objet d'attentions toutes particulières, accentuées depuis la révolte populaire de ce début janvier contre l'augmentation massive des prix du pain et des céréales. Américains, Français et Libyens s'arrachent les faveurs de Bourguiba.

Le 11 janvier, Vernon Walters, ambassadeur itinérant de Reagan, a rencontré le président tunisien et lui a confirmé « toute l'importance que les Etats-Unis accordent à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à la sécurité de la Tunisie ».

Les Américains proposent leur aide en matière économique et financière, mais les rencontres avec de hauts membres du ministère tunisien de la défense laissent aussi augurer d'éventuels rapports dans le domaine militaire. Reagan empiète-t-il sur une zone d'influence traditionnellement française, sous-estimant la bonne volonté de Mitterrand à assumer ses « responsabilités » sur les ex-colonies ?

Les interventions françaises au Tchad et au Liban devraient pourtant être probantes ! Quoi qu'il en soit, les Etats-Unis apportent à Bourguiba, telle une récompense pour sa modération dans le camp arabe, la possibilité financière de maintenir la stabilité économique et politique de son régime.

La démarche américaine a d'ailleurs été accueillie favorablement par les dirigeants tunisiens, ce qui n'a pas été sans irriter Kadhafi dont la proposition de « bons offices » lors de la révolte avait été fermement déclinée. Malgré son échec de fédération tuniso-libyenne, intégrée dans un projet panislamique plus vaste, Kadhafi ne désespère pas de faire décrocher son voisin du clan occidental dont il est proche.

La verve de Kadhafi à dénoncer le « complot franco-américain » en Tunisie dissimule difficilement ses propres ambitions sur ce pays.

P. Sariet

TURQUIE : L'ALIBI DÉMOCRATIQUE

LES généraux au pouvoir depuis leur coup d'Etat du 12 septembre 1980 ont formé un Conseil de la présidence de la République et ont dissous le Conseil national de sécurité, ex-instance suprême de la dictature. La démocratie reste en liberté surveillée et le Conseil de l'Europe ne reconnaît pas le parlement issu des élections du 6 novembre dernier.

Le Conseil de la présidence superviserait les lois les plus importantes et a pour rôle de « conseiller » Turgut Ozal, désigné président de la République à l'issue des élections. Celui-ci a formé son gouvernement composé, comme il l'avait annoncé durant sa campagne, de ministres adeptes du libéralisme économique. Le programme du

gouvernement se veut « nationaliste et conservateur, respectueux de la justice sociale et partisan de l'économie libre de marché ». Quoique Turgut Ozal n'ait pas été le candidat des généraux, ceux-ci trouvent en sa personne un chantre du capitalisme qui ne mettra guère en danger l'ordre établi depuis plus de trois ans. Prônant le minimum d'inter-

vention de l'Etat dans l'économie, annonçant une plus grande ouverture du pays aux capitaux étrangers et la vente au secteur privé d'entreprises nationalisées, Turgut Ozal s'en remet au « bon sens et au patriotisme des employeurs et des salariés pour le maintien de la paix sociale ». Un discours d'union entre les classes qui n'est pas pour nous étonner !

En votant massivement le 6 novembre pour un autre candidat que celui des généraux, le peuple turc a exprimé son rejet de la dictature. Il faut crain-

dre que la « victoire » ne se limite à cet aspect des choses. L'ambition du gouvernement civil élu n'est autre que de restaurer l'économie capitaliste en crise par les méthodes ultra-libérales auxquelles ont fait appel tant de dictatures militaires et qui ont démontré leurs conséquences catastrophiques pour le peuple et les travailleurs. Les situations chilienne et argentine illustrent la misère du plus grand nombre et la richesse d'une minorité d'exploiteurs qui en résultent. Quant aux prisonniers politiques, estimés à plusieurs di-

zaines de milliers, Turgut Ozal a déclaré que « l'amnistie est une question très complexe sur laquelle il faut réfléchir dix fois ». L'empressement avec lequel le président élu se penche sur le sort de ces prisonniers se passe de tout commentaire.

L'exploitation et l'oppression n'ont pas fini de frapper le peuple turc. Les régimes politiques successifs se modèlent tous sur un principe immuable : préserver les intérêts des classes dominantes.

J.-L. Perlier

ARGENTINE : LE PROCÈS DE L'ARMÉE

LES inculpations de hauts membres de l'état-major se multiplient depuis que le peuple argentin, libéré de la peur, se met à parler. L'élection de Raul Alfonsín le 30 octobre dernier a soulevé de grands espoirs pour que « justice soit faite », mais déjà le peuple argentin craint que l'appareil judiciaire ne soit pas en mesure de punir tous les coupables.

Plus que la question du redressement économique — les militaires ont laissé l'Argentine dans une situation désastreuse — ce sont dans un premier temps les droits de l'homme et la réforme militaire qui dominent les préoccupations du peuple.

La presse de nombreux pays déchaîne une soudaine ardeur à fustiger le fascisme abattu — ardeur qu'elle avait consciencieusement mise en veilleuse tout le temps de la dictature — et Pierre Mauroy, qui s'est déplacé pour assister à la cérémonie d'investiture de Raul Alfonsín, a tenu lui aussi à saluer « le retour à la démocratie en Argentine » — il se formalisait beaucoup moins lorsque son gouvernement fournissait des armes sophistiquées à la junte militaire.

Aux yeux de l'opinion, l'épuration des forces armées a donc commencé : les mises à la retraite anticipée se multiplient, aboutissant à une diminution notable du nombre des généraux et amiraux. Raul Alfonsín a désigné quatre nouveaux chefs d'état-major des forces armées qualifiés « apolitiques », et élimine la doctrine de sécurité nationale sur laquelle s'appuyaient les militaires pour imposer leur terreur.

La loi de « pacification nationale » (!) instaurée hâtivement par la junte deux mois avant de quitter le pouvoir, et par laquelle les militaires s'auto-amnistiaient de tout crime, a été annulée. Les inculpations s'accroissent, qui n'épargnent aucun des chefs successifs de la junte. Le dernier en date, le général Bignone, accusé dans un premier temps de faux témoignages, a été emprisonné pour la disparition de deux soldats proches du P.C. argentin. Mais cette apparente détermination

portera-t-elle tous les fruits promis ?

Chaque officier supérieur est inculpé individuellement pour la disparition de une ou quelques personnes. Le souci de juger « dans les règles » ne permet évidemment pas de faire le procès collectif de l'institution militaire. Nombre d'officiers et d'officiers supérieurs ne seront ainsi considérés ni comme coupables ni même inquiétés alors qu'ils ont tous, par la nature même de leur fonction, contribué à un plus ou moins grand degré à la répression, aux meurtres, aux tortures, aux « disparitions ». Déjà en Argentine, on craint que les arrestations ne touchent que le haut état-major, certains officiers arguant n'avoir qu'« obéi aux ordres ». De plus le nouveau code de justice militaire, récemment approuvé par les députés, prévoit que les inculpés seront jugés par une juridiction... militaire ! On imagine aisément la mansuétude dont

feront preuve les galonnés à l'égard de leurs pairs.

Les « mères de mai » ont affirmé leur détermination à obtenir gain de cause, mais un sentiment de frustration pourrait se développer face à une « justice » militaire qui échangera quelques têtes contre 30 000 disparus et affichera ensuite sa virginité retrouvée.

Raul Alfonsín a-t-il une véritable volonté de mettre au pas l'armée de manière décisive ? Et de toute façon en a-t-il les moyens ? On sait l'importance toute particulière que revêt l'armée aux yeux de la bourgeoisie et des castes capitalistes en Amérique latine. Son gouvernement radical prévoit un projet de loi sur la « protection de l'ordre constitutionnel et de la vie démocratique ». Le peuple argentin peut-il sérieusement compter sur le parapluie de la loi pour se prémunir de tout nouveau coup d'Etat ?

Vincent Gauvin



A.E.P.

AUGUSTIN SOUCHY

L A mort subite de Augustin Souchy (1) nous a valu deux articles d'esprit différent sur la vie de ce militant de longue date. Celui du journaliste allemand Hans Ulrich Dillmann sera publié dans le prochain numéro du Monde libertaire.

(1) Un article sur Souchy : « Attention : anarchiste ! » est paru dans le Monde libertaire n°461 à l'occasion de ses 90 ans.

« Mon père était un artisan tourneur. Il avait son propre atelier. C'était un petit bourgeois prolétaire. Ou comment dit-on déjà ?... J'ai suivi des études de laborantin à Berlin. Le soir je fréquentais les bibliothèques. Puis je suis allé à Vienne où je fus arrêté lorsque éclata la Première Guerre mondiale. En effet, je faisais partie du groupe Befreiung qui s'inspirait des écrits de Pierre Ramus. Nous étions avant tout des antimilitaristes. On m'attachait à un autre prisonnier et on m'accrochait une pancarte sur laquelle on pouvait lire « Attention : anarchiste ! » (A. Souchy, interview accordé au Schwarzer Faden, juillet 82).

Augustin Souchy est mort le 1^{er} janvier 1984 à Munich des suites d'une attaque cardiaque. Il avait 91 ans et était le doyen des anarchistes en R.F.A.

Il figurait pour beaucoup de générations plus jeunes l'entrée dans une histoire du mouvement social et des luttes quasi inconnues. Souchy a été l'un des acteurs de cette histoire. Sa mort représente pour le mouvement libertaire allemand et celui du monde entier une grande perte. Il laisse derrière lui un nombre croissant de jeunes lecteurs et d'habitues de ses conférences.

Lorsque son récit grandiose sur les événements de la guerre

d'Espagne parut pour la première fois en R.F.A., en 1955, des tentatives avaient déjà été faites par les quelques anarchistes et anarcho-sindicalistes rescapés des fascismes allemand et espagnol pour renouer de nouveaux contacts. Des groupes se reformaient, des maisons d'édition se recréaient. Mais les hommes habitant les deux Allemagne avaient d'autres soucis. Les anarchistes aussi. Beaucoup étaient à nouveau internés ou devaient choisir la clandestinité. Cela se passait dans la République démocratique allemande, nouvellement créée.

Le livre de Souchy rencontre donc peu d'intérêt. Mais 15 ans plus tard Nuit sur l'Espagne fut réédité. Cette réédition fut littéralement dévorée par les jeunes générations. D'autres écrits de Souchy parurent par la suite et trouvèrent des lecteurs.

Souchy n'est jamais resté inactif. Ses voyages, ses expériences en témoignent. Même dans les dernières années de sa vie, il n'a jamais hésité à se déplacer pour participer à des conférences.

Souchy n'était pas non plus inconnu des médias ou des politiciens. Il avait fait la connaissance de Willy Brandt à Barcelone où celui-ci, alors jeune socialiste de gauche, découvrait les réalisations de la révolution sociale. Quand dans les années

70 la grande chasse aux terroristes commença en R.F.A., lorsque l'on recherchait partout des « anarchistes armés », Souchy écrivit une lettre à Brandt, dans laquelle il s'étonna du discours prononcé par le chancelier. Il fit nettement le distinguo entre les anarchistes et ce qu'il appelait « les fils et les filles de bourgeois déchainés et apparentés à un courant confus de néo-marxisme et de maoïsme. » Il souligna les principes anarchistes de Proudhon, la conception anarchiste de l'autonomie, la libre fédération des producteurs et des consommateurs comme alternative aux capitalismes privés ou d'Etat.

Souchy rappela aussi au chancelier Brandt la conversation qu'ils avaient eue dans les locaux de la C.N.T. Cette lettre a eu quelque influence sur Brandt, à en lire le chapitre qu'il y consacre dans ses mémoires politiques.

La télévision utilisa le 90^e anniversaire de Souchy pour faire un reportage. Tout comme dans l'interview accordée au Spiegel en mars 83, Souchy s'en servit comme tribune pour défendre l'humanisme libertaire, les idées forces de l'anarchisme. Une tâche difficile lorsque l'on sait combien ces idées ont été — et le sont toujours — galvaudées.

Aujourd'hui, nous rendons hommage à un compagnon et à un grand humaniste qui ne s'est agenouillé ni devant les dieux ni devant les pouvoirs.

U. H. (Direkte Aktion)
Hannovre

INDUSTRIE DE GUERRE ET MILITARISATION



L A Fédération anarchiste italienne organise un colloque d'études sur « L'Industrie de guerre et la militarisation de l'Etat ». Cette réunion aura lieu à Livourne, samedi 11 et dimanche 12 février dans les locaux du Centre d'initiative et de documentation pour la paix, rue del Porticciolo à Livourne.

Voici le programme des travaux :

- samedi matin, 10 heures : « L'Industrie de guerre en Italie » (compte-rendu présenté par les camarades de l'Organisation anarchiste-communiste napolitaine) ; « La fonction du welfare » (compte-rendu présenté par Salvo Vaccaro, Franco Riccio et Aldo Casuso) ; débats.

- samedi après-midi, 15 heures 30 : « Les nouveaux militaires : de la restructuration de l'armée à la cogestion de l'industrie de guerre » (compte-rendu présenté par Fabio Magni) ; « L'Industrie de guerre et la politique italienne en Méditerranée » (compte-rendu présenté par la Commission antimilitariste de la F.A.I.) ; débats.

- dimanche matin, 10 heures : « La militarisation de la Sardaigne » (compte-rendu présenté par Ugo Dessy) ; « La militarisation de la Sicile » (compte-rendu présenté par Pippo Guerrieri) ; débats.

Le dimanche après-midi est réservé aux éventuels approfondissements du débat, travaux de la commission, etc.

Les personnes désirant de plus amples informations sur ce colloque peuvent s'adresser à : Commission antimilitariste F.A.I., 80, via E. Rossi, 57100 Livorno. Tous les militants du mouvement antimilitariste sont invités à y participer.

Commission antimilitariste
de la F.A.I.

L'AVORTEMENT, UN DROIT QUI N'EST PAS ENCORE ACQUIS

D EPUIS quelques temps l'avortement suscite des interventions de plus en plus nombreuses au Québec et au Canada, sans parler de la nouvelle condamnation qu'en a fait le plus « road runner » des papes de l'histoire : Jean-Paul II.

On n'oublie pas davantage les déboires des cliniques Morgentaler au Canada, ni les interventions incessantes des organisations les moins éclairantes de nos sociétés comme Pro-Vie. Puis il y a la tentative d'un ancien ministre néo-démocrate de la Saskatchewan de faire déclarer l'avortement contraire à la Charte canadienne des droits, ce qui aurait eu pour effet de rendre illégaux les avortements thérapeutiques, les seuls permis par la loi.

De leur côté les groupes de femmes ne restent pas les bras croisés. Le 1^{er} octobre dernier, à travers le Canada, une multitude de groupes de femmes ont souligné de différentes façons la Journée nationale pour l'avortement.

A Québec, le 29 septembre, le Centre de santé pour les femmes a donné une conférence de presse pour réaffirmer, avec plusieurs groupes de femmes, syndicaux et autres, « le droit pour toutes les femmes de choisir librement leur maternité, et, par conséquent, le droit à des avortements libres et gratuits. »

Le Centre de Santé s'est indigné de ce qu'en 1983, les femmes sont encore devant la nécessité de réclamer le droit au libre choix de leurs maternités. De fait, l'exercice de ce droit n'est pas assuré aux femmes puisqu'elles n'ont pas accès à des méthodes contraceptives efficaces ne portant pas atteinte à leur santé. A ce sujet, le Centre rappelle que c'est là une réalité souvent cachée ou niée par les médecins. L'information transmise aux femmes sur les effets secondaires des méthodes contraceptives est souvent incomplète ou absente.

De plus, l'accès à l'avortement n'est possible qu'en se soumettant aux comités thérapeutiques des hôpitaux, comités qui répondent aux exigences de la loi et se reconnaissent le droit de décider à la place des femmes.

La lutte pour le droit à l'avortement n'est pas terminée pour les femmes. La loi canadienne ne permet que les avortements thérapeutiques qui ont été approuvés par des comités composés, on le sait, majoritairement de médecins. Même si au Québec il existe une tolérance en faveur des avortements pratiqués dans les Centres de santé des femmes, dans des cliniques médicales et dans certains CLSC, la reconnaissance du droit comme tel n'existe toujours pas.

Ailleurs au Canada, les femmes ne bénéficient même pas de cette tolérance et celles qui ont voulu exercer leur droit se retrouvent victimes de poursuites judiciaires. Tous ceux et toutes celles qui pratiquent ou collaborent à la pratique d'arrêts de grossesses en dehors des normes de la loi fédérale sont aussi susceptibles d'être poursuivis à n'importe quel moment.

« Nous refusons qu'une loi et les sanctions qui peuvent suivre dans le code criminel, contrôlent nos maternités, et donc les choix de vie que nous avons à faire », a affirmé le Centre de santé pour les femmes de Québec. « Les femmes veulent décider librement du choix d'une grossesse à vivre, d'un enfant à naître. » Cette décision, ajoute le Centre, les femmes veulent la prendre avec les personnes qu'elles jugent concernées et en tenant compte des facteurs qu'elles jugent importants pour elles et les enfants.

« Nous refusons qu'une loi et les sanctions qui peuvent suivre dans le code criminel, contrôlent nos maternités, et donc les choix de vie que nous avons à faire », a affirmé le Centre de santé pour les femmes de Québec. « Les femmes veulent décider librement du choix d'une grossesse à vivre, d'un enfant à naître. » Cette décision, ajoute le Centre, les femmes veulent la prendre avec les personnes qu'elles jugent concernées et en tenant compte des facteurs qu'elles jugent importants pour elles et les enfants.

Le Centre de santé rappelle ensuite les principales raisons qui motivent les femmes à recourir à l'avortement, « raisons qui n'ont rien à voir avec l'irresponsabilité ou l'égoïsme comme certains le prétendent. »

D'abord aucune des méthodes contraceptives disponibles actuellement n'est à la fois efficace et sans danger pour la santé

des femmes. Ces méthodes, les femmes en sentent les effets et en subissent les échecs, plus nombreux que nous le laissons croire les statistiques.

En utilisant les méthodes dites « douces », les femmes se retrouvent face au risque plus grand d'une grossesse non désirée. Si elles recourent aux méthodes plus sécuritaires elles doivent subir les effets secondaires affectant leur santé.

D'autre part, encore en 1983, les femmes sont seules à porter la responsabilité de la contraception. Le Centre de santé entend par là que rares sont les hommes qui se préoccupent de contraception et qui sont troublés, à la fin d'un cycle, par l'idée que leur compagne puisse être enceinte et il pose clairement trois questions :

- Quand aurons-nous accès à des méthodes contraceptives sans danger pour la santé ?
- Quand partagerons-nous cette responsabilité avec nos partenaires ?
- Quand verrons-nous sur le marché des contraceptifs pour les hommes, autres que les condoms ?

De plus, si elles assument seules la responsabilité de la contraception, les femmes assument encore plus souvent seules la démarche vers un arrêt de grossesse. Le Centre de Santé indique par ailleurs que plusieurs femmes décident de pour-

suivre seules leurs grossesses. « Les hommes ont, semble-t-il, des préoccupations plus fondamentales quand l'heure de ces choix arrive... » Pour les femmes, l'avortement n'est pas une méthode contraceptive et ce n'est pas non plus une décision facile à prendre.

Le Centre de santé souligne que la situation économique actuelle oblige plusieurs femmes à renoncer à leur désir de maternité. Le chômage, le coût de la vie élevé, l'absence de perspectives d'avenir pour les jeunes femmes, toutes ces conditions amènent les femmes à renoncer à mettre un enfant au monde.

Le communiqué du Centre de santé rappelle enfin qu'il faut « réagir entre autres à des mouvements d'opposition qui ne cessent de faire valoir leur position de façon très vigoureuse. Nous pensons par exemple aux déclarations des évêques et du pape contre le droit à l'avortement et même contre le droit à la contraception. En décembre 1981, nous leur répondions énergiquement par des conférences de presse de plusieurs groupes de femmes du Québec. En 1983, ce mouvement se continue et n'entend pas abandonner la lutte pour la reconnaissance du droit de choisir nos maternités. »

Le Q-Lotté n°48

DANS son livre *Libertaires, mes compagnons de Brest et d'ailleurs* (1), René Lochu évoque les mutineries de la flotte française en 1919. Après avoir consacré, la semaine dernière, une note de lecture à ce livre, *Le Monde libertaire* présente dans le cadre de la page Archives un large aperçu de cette révolte en mer Noire.

Si en 1917, l'armée française embourbée sur le front a connu des mutineries dues à la lassitude devant une guerre qui n'en finissait pas, aux attaques mal préparées qui se terminaient en véritables hécatombes et à la propagande pacifiste de l'arrière, c'est seulement un an après l'armistice

que des troubles vont secouer la Royale.

En 1919, la guerre achevée, bon nombre de marins ne sont toujours pas démobilisés et se trouvent de fait entraînés dans une opération destinée à défendre les intérêts de la bourgeoisie internationale. Le « ras-le-bol » et le refus plus ou moins conscient de jouer aux contre-révolutionnaires, de se transformer en « marines » de la bourgeoisie vont aboutir à des mutineries : en mer Noire, en avril 1919, entre autres, celle du *France* et celle du *Protêt*, la plus connue en raison de la personnalité de l'officier mécanicien Marty, et aux larges des côtes grecques en juin, celle du *Guichen* où s'illustra Tillon.

Marty et Tillon, en rejoignant le Parti communiste, furent l'objet d'une campagne publicitaire qui rejeta au néant de l'histoire les noms d'autres mutins tout aussi authentiques. Espérons que les textes présentés ici, extraits d'un numéro de 1953 de *Contre-courant* les ressortiront de l'ombre. Ces textes ont été écrits peu après l'éviction du P.C.F. de Marty, l'ancien des brigades internationales d'Espagne où les anarchistes le surnommèrent avec mépris le « boucher d'Albacete », et l'ancien résistant. Époque où le parti se débarrassait de ses fortes « têtes », et où Marchais commençait son ascension.

(1) Edition Digitale, en vente à la librairie du Monde libertaire, 65 F.

LES MUTINERIES EN MER NOIRE EN 1919

CANONNE, le rédacteur de ce texte sur la mutinerie du *France* que nous publions en deux parties, était en 1919 inscrit maritime ; il milita parmi les marins à Dunkerque, au Havre et à Marseille (Syndicat C.G.T.-S.R.). A la veille de la rébellion franquist en juillet 1936 Canonne part de Marseille pour Barcelonne avec un groupe de copains espagnols. Il fut de ceux qui donnèrent les premiers la riposte cinglante aux hordes fascistes. Membres de la F.A.I., de la C.N.T., parlant très bien l'espagnol, il fut des milices d'investigation, monta également au front et vécut toute la révolution espagnole.

Lors de l'exode espagnol, Canonne vint se fixer à Paris, au milieu de vieilles amitiés ; sa santé s'étant dégradée, il fut dans l'obligation de rentrer à l'hospice de Bicêtre où il mourut le 15 février 1939.

LA MUTINERIE DU FRANCE

C'est par une journée d'avril, à Sébastopol, que je franchis la coupée du cuirassé *France*, navire de la 2^e escadre de la Méditerranée. Rien ne me laissait prévoir, ni par l'apparence ni par le fait, que la plus grande des boucheries des siècles venait de prendre fin. Alors qu'en France la joie de ceux qui avaient vécu cet abominable cauchemar s'extériorisait sous toutes ses formes ; que les hommes qui n'avaient été, pendant près de cinq années, que le bétail sacrifié au profit des vampires de la haute banque et de la grosse industrie retrouvaient leurs mères, leurs femmes, leurs enfants ; qu'enfin des êtres qui s'étaient conduits en bêtes féroces, gorgés d'alcool et ivres d'éther se tendaient fraternellement la main, là, dans cette partie du monde que la haine et la cupidité avaient transformée en champ d'opérations rien n'avait modifié les formes du crime légal qu'est la guerre.

Un trafic intense de cargos transportait : combustible, muni-

tions, canons, armes de toutes sortes, vivres, etc., et donnait au port de Sébastopol une importance qu'il ne possédait pas auparavant.

Depuis l'évacuation d'Odessa, la vie des équipages ne différait absolument pas de celle que mènent les forçats au bagne. Même traitement, même arbitraire ! Pour un oui, pour un non, ou plus simplement pour satisfaire des ressentiments des camarades étaient jetés en prison, d'autres expédiés aux sections de discipline à Calvi. Aussi, dans le cœur de chacun germaient la même haine. Tout laissait prévoir que bientôt un mouvement s'amorcerait contre l'odieuse conduite des galonnés.

Le cuirassé *France* était là avec le cuirassé amiral *Jean-Bart* et les cuirassés de la 3^e escadre *Vergnaud* et *Mirabeau* (ce dernier s'étant jeté à la côte avant d'être lesté de sa grosse artillerie). Étaient également là le *Justice* de la 4^e escadre, le croiseur *Du Chayla* et la canonnière *Algoal*.

Des troupes interalliées, nombreuses, avaient pris position, en ligne de combat, à terre. Mais tous nous attendions l'arrivée de l'armée rouge.

Le 16 avril 1919 le cuirassé *France* reçoit l'ordre de sortir du port pour soi-disant effectuer des tirs de réglage. Durant deux jours, ses pièces de 140 mm. ne cessèrent de faire pleuvoir des obus de combat sur des objectifs à terre. Les navires en rade : *Jean-Bart*, *Justice*, et autres faisaient, pour leur part, entendre leurs pièces de 300 mm. Nous apprimes bientôt qu'en fait de tir de réglage notre mitraille avait fait couler du sang.

A ce moment, l'indignation fut à son comble à bord et les murmures prirent un autre caractère et s'exprimèrent à haute voix. Nous reçûmes l'ordre de reprendre notre poste en rade et rentrâmes à nouveau dans le port de Sébastopol. Là continue une vie infernale dont le moral des matelots se ressentit de plus en plus. Le dénouement devait brutalement éclater.

Les protestations se faisant de plus en plus fortes le commandant du *France*, Robez-Pagillon, esprit orgueilleux et autoritaire, versa par un geste stupide la dernière goutte qui fit déborder le vase. Apprenant, par des rapports qui lui étaient faits, l'état d'esprit qui régnait à bord, il décida de supprimer les deux jours de repos accordés habituellement aux équipages de la flotte à l'occasion des fêtes de Pâques, et décida que ces jours-là seraient réservés à la corvée de charbon. En ce sens, le samedi veille des fêtes, il fit prendre les dispositions de charbonnage.

LES PRÉMISSSES

L'AFFAIRE des marins de la mer Noire est plus ancienne que les événements d'avril 1919 qui ne sont que les conséquences de l'action révolutionnaire menée à bord du *France* dès 1914, au mois de juin, par les jeunes camarades des Jeunesses syndicalistes de Nantes, Saint-Nazaire, Brest et Paris, embarqués au titre des classes 1912 et 1913.

Poincaré et Viviani furent accueillis à bord, à Dunkerque, le 15 juillet 1914, au chant de l'Internationale. Revenus de Suède après une visite au tsar de toutes les Russies, nous étions le seul bateau à Brest qui n'entonnait pas la déclaration de guerre.

En 1915, dans l'Adriatique, un groupe révolutionnaire est constitué à bord du *France*, qui comprend 50 abonnés à Ce qu'il faut dire et fonde une bibliothèque de plus de 500 volumes en 1916. En 1917, la contradiction est portée sur le pont à l'au-monième en chef d'escadre Rollin-Gosselin, coadjuteur du cardinal Amette, puis un grand nombre de camarades, dont je faisais partie, refusent au commandant de cesser la correspondance que nous entretenions avec Sébastien Faure. Toujours en 1917, en août, le barde breton Théodore Botrel vient donner à bord un concert, auquel assistent trente à quarante personnes. Un vrai désastre ! Durant ce temps nous organisons sur la plage, en riposte, un concert qui groupe 800 matelots. Des incidents vont surgir. Se rendant compte du fiasco qu'il subit, le commandant nous fait évacuer. Nous répondons par l'Internationale, la Jeune Garde, Révolution. Bousculé par le capitaine d'arme, je le frappe, suis arrêté et mis en prévention de conseil de guerre. Démarche auprès de Clémenceau, président du Conseil, qui se souvient de mon refus d'aller présenter les armes à la messe, dans le passé. Le vieux Tigre intervient en ma faveur ; j'ai un non-lieu, mais trente camarades sont débarqués. Par mesure disciplinaire, je vais sur un autre bateau en surveillance, d'autres aux Sections spéciales à Calvi, mais nous laissons à bord du *France* trois ans de propagande révolutionnaire et anarchiste.

Albert Cané, animateur
du « Comité des Marins »

A l'énoncé de cette mesure l'équipage se réunit sur la plage avant du cuirassé après le branle-bas du soir. Et, de cette foule d'hommes épuisés par une longue misère, spontanément l'Internationale retentit. Ce chant galvanisa les indécis et au cri poussé de « Aux armes » chacun se rua sur la salle d'armes. Malheureusement les armes en avaient été rapidement enlevées et enfermées dans le coqueron.

Le commandant, de son côté, avait armé les officiers et officiers marins du bord et les avait rassemblés sur l'arrière. Les marins manifestaient bruyamment, mais nul ne pouvait se douter de la suite des événements d'autant plus que des camarades veillaient à ce que les matelots ne perdent point leur sang-froid et que le mouvement garde jusqu'au bout son caractère de protestation contre les injustices et de mise en demeure pour l'application des mesures qui avaient été prises en France en faveur des vieilles classes qui avaient été démobilisées. En effet, dans la métropole, les classes 13 et 14 avaient été renvoyées dans leurs foyers et rendues à la vie civile durant qu'à bord des unités maritimes des classes 8, 9, 10 et autres étaient maintenues à bord. Par le mauvais vouloir de qui ? Du commandement ou ordre de plus haut ? A ces questions seuls pouvaient répondre les états-majors ou, à Paris, ceux qui avaient de gros intérêts en Russie. De toutes façons, l'espoir venait de naître chez ceux dont l'âge donnait le droit d'aller bientôt retrouver les leurs.

Déçu dans son espoir de se procurer les armes du bord une

partie de l'équipage se porta vers l'arrière durant que quelques-uns, dans le faux-pont, délivraient les prisonniers.

Alors que la grande majorité de l'équipage, tout à sa joie de connaître un semblant de liberté, manifestait son enthousiasme, un certain nombre d'entre nous, plus réalistes, pensait que ce mouvement avait intérêt à ne pas rester localisé à bord du *France* mais au contraire devait s'étendre aux équipages de autres navires. S'emparant de la vedette à vapeur du bord, un groupe se portait vers le *Jean-Bart* qui se trouvait à quelques cent mètres de nous. Mais là, l'état-major du bord qui suivait attentivement les faits et gestes du *France* se portant vers la coupée nous interdit l'accès du bateau. De la vedette, les camarades appelèrent l'équipage du navire amiral à se joindre à notre mouvement. Ce fut instantané : l'Internationale retentit et les marins du *Jean-Bart* nous imitèrent.

Puis le vapeur continua sa tournée à bord des autres navires. Partout le même accueil, partout le même enthousiasme. Du *Du Chayla* l'homme de garde poussa le cri : « Au large » ; mais le lendemain matin l'équipage participait au mouvement.

Malgré l'animation, les cris, les chants, cette nuit-là fut calme. Les services de sécurité furent assurés en dehors des chefs. Chacun savait ce qu'il devait faire et chacun accomplissait son devoir avec conscience. Des délégués furent nommés dans lesquels tous mirent leur confiance. (à suivre)

Canonne



PROCHAINS INVITÉS DE RADIO-LIBERTAIRE

• Jeudi 26 janvier :
« Musique classique » (14 h) : deux heures de musique sans parole.
« Si vis, pacem » (18 h) : avec la revue *Iztok* à propos du pacifisme à l'Est.
« Chroniques syndicales » (19 h) : Daniel Richter, secrétaire de la section C.F.D.T. de Renault-Flins.

• Vendredi 27 janvier :
« La bourse et la vie » (10 h) : la prise en compte de notre environnement dans les « projets » de l'administration (T.C.V., autoroute...)
« De bouche à oreilles » (16 h)
« Radio-Esperanto » (19 h) : esperanto rubriko.

• Samedi 28 janvier :
« Samedi et vous ? » (9 h) : le chômage à l'honneur avec des travailleurs des Assedic et de l'A.N.P.E.
« Prisons » (18 h) : le C.F.F.P. (Comité des femmes et familles de prisonniers).
« U'Kamau » (20 h 30) : le Brésil, le génocide des Indiens d'Amazonie au profit du caoutchouc.

• Dimanche 29 janvier :
« Emission spéciale » (13 h - 14 h) : en direct d'Angoulême pour le

festival de la B.D.
« Jazz en liberté » (17 h) : spécial G. Orwell.
« Trisomie 21 » (20 h) : spécial G. Orwell.
• Lundi 30 janvier :
« Le sac à malices » (14 h) : le procès Paribas.
« Voix libres » (15 h) : théâtre en direct sur Radio-Libertaire.
« Radio-Libertaria » (19 h)

• Mardi 31 janvier :
« La mémoire sociale » (10 h) : la naissance du syndicalisme.
« Plasticismus » (13 h) : actualité des arts plastiques.
« L'invité quotidien » (20 h) : à propos de la dernière brochure du groupe Fresnes-Antony : les soviets.

• Mercredi 1^{er} février :
« By jove » (12 h) : la B.D. à Angoulême, Sylvain revient avec des heures d'interview.
« Tam-Tam » (18 h) : l'actualité antimilitariste.
« Allo maman bobo » (19 h) : l'homéopathie.
« Subversion » (20 h) : agir pour l'anarcho-syndicalisme.
« Cérémonie 1984 » (22 h)

Radio-Libertaire

ORWELL, 1984, L'EMPIRE MOSCOVITE ET SES TANKS

ENFIN nous y sommes ! L'année promise est là ! Pourtant, à part quelques vaguelettes et ronds dans l'eau, cela n'a pas l'air de produire plus d'effet que ça ! La routine quotidienne et les modes passant ont déjà englouti le « scoop ». Qu'est-ce à dire ? Big Brother serait-il déjà dans nos têtes et banaliserait l'événement ? Ben non, les années s'enfilent dans la morosité générale sans se distinguer davantage l'une de l'autre. Les choses évoluent quand même, à preuve les dictatures anciennes disparaissent : la Grèce des colonels, l'Espagne franquiste, l'Argentine des généraux tortionnaires.

De nouvelles apparaissent par ci, par là, mais il n'y en a qu'une — la plus puissante de tous les temps — qui subsiste tant bien que mal : le modèle d'Orwell, à savoir l'Empire du froid idéologique, créé par le Mahomet socialiste, Lénine. Il faut rappeler à ce propos qu'Orwell s'est inspiré du récit d'anticipation du Russe Zamiatine, *Nous autres*, écrit en 1920, directement décalqué, lui, de la réalité totalitaire naissante (1).

Comment expliquer ce phénomène ? Beaucoup s'y sont cassés les dents jusqu'ici, en avançant des explications plus ou moins satisfaisantes — persistance du mythe léniniste, nationalisme russe, émergence d'une nouvelle classe de privilégiés, numériquement forte et intéressée au maintien du système — mais en sous-estimant l'argument principal : la terreur, la violence de masse sous toutes ses formes et excès. Des dizaines de millions de gens ayant eu le malheur de naître à l'Est de l'Europe en ont fait l'amère expérience et c'est cette échelle qui différencie les dictatures de pacotille sud-américaines ou africaines — tout aussi meurtrières et abominables — de l'Empire des tsars rouges.

Cette terreur a été symbolisée par les tanks depuis les répressions de la révolution hongroise de 1956 et du Printemps tchèque de 1968. Qu'y a-t-il de plus stupide, en effet, que ce tas de ferraille, que cette force aveugle et sourde ? C'est ce qu'exprime le poète Nizamétine Akhmétov, de nationalité Bachkir (peuple de l'Asie centrale soumis à la férule de Moscou), emprisonné dans le goulag pour avoir tenté de faire connaître les brutalités de la milice et l'arbitraire du régime. Pensez donc, vouloir dénoncer l'injustice dans un pays où le mot « liberté » garde tout son sens subversif ! Akhmétov a été « sauvagement tabassé le 27 décembre 1982 » pour cette audace et, d'après sa dernière lettre, serait gravement malade (son adresse au 23 janvier 1983 : Prison de Krasnoyarsk-49, I.Z. 19/1, U.R.S.S.). Saluons son courage et son talent désespéré.

A. Skirda

(1) Eugène Zamiatine, *Nous autres*, paru chez Gallimard en 1930, réédité aux éditions l'Age d'homme. Zamiatine a réussi à quitter la Russie en 1931 et est mort à Paris en 1940.

(2) Les poèmes d'Akhmétov sont extraits des *Cahiers du Samizdat*, n°97, octobre-novembre 1983.

« LE CASINO EST TRÉPASSÉ » TRISTAN CORBIÈRES

BERNARD Meulien, nous le connaissons tous dans ses interprétations de Gaston Couté (qu'il a largement contribué à exhumer) et dans ses rôles au Théâtre national de Marseille (Cripure, Galilée, Falstaff).

Il nous revient aujourd'hui. La facilité aurait voulu qu'il use encore ses ficelles pour faire l'intéressant, lorsqu'il y a du monde à manger le samedi soir, mais l'on ne peut que donner le caractère que l'on a... et celui de Meulien ne recherche pas la facilité.

Abandonner tout pour Tristan Corbières et ses amours « Jaunes », la « Bretagne », la « Mer », « Loch-Tudy », le « Pardon de Sainte Anne-de-la-Palud », et... les « Huitres molles », puis se

retrouver comédien, seul sur une scène avec autant de spectateurs que se comptent les doigts d'une main — des deux mains et des deux pieds, mais pas plus — c'est être un peu fou ou aimer ça — à moins que ce ne soit les deux en même temps !

B. Meulien nous restitue le verbe de Corbières et nous laisse émus devant une interprétation de talent. Merci, si par ce nouveau départ, ce poète oublié et maudit comme l'était Couté il y a encore 15 ans, est amené aux oreilles du public.

Rigault

* Dernières : 25, 26, 27 et 28 janvier à La Tannière, 45 bis, rue de la Glacière, Paris 13^e. Prix des places : 30 et 40 F.

VASSILIU COURT TOUJOURS...

UN couple bigarré en tenue de noces autour d'un chien à lunettes noires... la photo de la pochette donne d'emblée le ton du cadeau musical de Vassiliu en ce début d'hiver.

Depuis vingt ans une douzaine de disques tous différents, en passant par « Qui c'est celui-là » (Barclay) et plus près de nous « Présentement » (à ne pas manquer)... mais c'est encore une surprise avec « Roulé... boulé », et un retour à des textes plus ramassés, un son synthétique (avec F. Bréant) plus marqué et toujours d'excellents musiciens.

Neuf titres parmi lesquels l'histoire très touchante d'une prostituée « Fanny », « Le Dragon » une manière de dire que

les médias ont un goût prononcé pour le fait divers nul et maussade, « Georges », « L'homme qui n'aimait rien »... tout m'a plu.

L'Afrique bat du cœur, du côté d'une voix qui veille tard dans la nuit à la rencontre d'Epicure, mais colère aussi contre tout ce qui pourrait être évité... «...merde, y'a pas que des mauvaises choses dans la vie...».

Si un soir de janvier, entre le 23 et le 31 janvier vous rencontrez une bande de copains qui ressemblent à des Dogans en état de fête, avancez-vous encore un peu... Vassiliu n'est pas loin... il est à l'Olympia pendant neuf jours.

Merci Pierre, je t'embrasse.

René Pic

CHANSONS

LIONEL SALMON

AUTEUR, compositeur, interprète, la trentaine, toulonnais, tel se présente Lionel Salmon. Il vient de réaliser son premier disque, intitulé *Frontières (1)*, un travail collectif qui a vu la collaboration de René Troint, Patrick Cochenec, Richard Martinet, Gery Detto, etc.

Un disque autoproduit qui vient concrétiser près de 10 ans de chanson. M.J.C., galas, fêtes, café-théâtre tel a été le cheminement de Lionel. Des tours de chant où il nous fait partager sa sensibilité et ce, à travers une chanson réaliste où s'entremêlent amour, révolte et mélancolie ; le tout avec sincérité et simplicité. Des chansons sur notre quotidien, sur la société et ses avatars, tout cela sur un fond pessimiste, mais avec un cœur beaucoup d'espoir et d'amitié.

Lionel Salmon, un chanteur parmi tant d'autres pour qui la chanson est autre chose que « fric et débilité ». Un disque fait avec de petits moyens, avec patience et beaucoup d'amour. Bref, une aventure qui ne demande qu'à être propagée.

Un disque, un chanteur à découvrir !

Bruno

Gr. Région toulonnaise

(1) En vente à la librairie du Monde libertaire, 35 F.

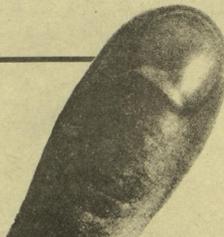
Soutenez Le
Monde Libertaire
Souscrivez

CHANSONS

COUTÉ N'EST PAS MORT !

C'EST ce qu'essaye de faire Bruno Daraquy en interprétant les textes percutants du poète libertaire. Ces textes font mouche à tous les coups ! Courez vite l'écouter : le vendredi 27 janvier à la M.J.C. de Riberac (24) et le jeudi 2 février au Foyer des jeunes travailleurs d'Aurillac (15).

Vieilami



LES PARTIS ET LES SYNDICATS FACE À LA CRISE

Le chômage gagne l'automobile, la chimie, la sidérurgie, le bâtiment, la construction maritime, le textile, etc. L'économie se désagrège ! Après l'avoir longtemps caché, les pouvoirs publics comme les industriels le reconnaissent aujourd'hui en proposant des mutations profondes dans le tissu économique de façon à abaisser le prix de revient des objets fabriqués et de les rendre compétitifs sur le marché mondial. En réalité, cette politique de reconversion va se traduire par une baisse du pouvoir d'achat des salariés, par une augmentation du chômage et par voie de conséquence par une aggravation de la crise.

Nous en sommes là ! L'ineffable Gattaz, le président du patronat français a trouvé une solution pour rentabiliser la production. Il suffit de permettre aux directions de licencier du personnel, de le remplacer par des machines et d'alléger de 10% l'impôt sur la production. Gattaz se paie notre tête ! Débaucher du personnel, restructurer l'entreprise pour diminuer le chômage, là, Gattaz nous prend vraiment pour des cons ! Les robots qui vont remplacer les hommes ne seront ni des consommateurs achetant de la marchandise ni des salariés payant des prestations sociale ; les robots permettront seulement aux directions de maintenir ou même d'augmenter le profit ! Le bougre aurait été mieux inspiré en proposant de réduire de 10%, puisque 10% il y a, tous les revenus de l'entreprise, les salaires au dessus de dix mille francs par mois et les profits réalisés sur la vente des produits, d'accepter de faire payer par les robots les charges sociales qu'auraient payés les ouvriers qu'ils remplacent. Marchais lui, comme d'habitude, patauge dans le nationalisme économique et proclame : pas un licenciement, ce qui dans le cadre du système auquel il ne veut pas toucher mais seulement en changer les bénéficiaires, relève d'un vœu pieux. Pour Mauroy et son équipe, le cul entre deux chaises, ils se battent les flancs à la recherche d'économies de bouts de chandelles, nomment des commissions et résolument appliquent des cautères sur des béquilles. Oui, nous en sommes là !

Les uns et les autres sont ligotés par le système qu'ils refusent de modifier. Cette situation économique actuelle désagrégerait un gouvernement de droite comme un gouvernement de gauche. C'est cette structure même des sociétés de classes à laquelle on ne veut pas toucher qui empêchent de trouver une solution à la crise. Tous les palliatifs que les uns ou les autres nous proposent se heurtent à des problèmes de dimensions internationales, impossibles à résoudre en dehors de compromis qui mettraient fin aux combats sauvages que se livrent les groupes économiques internationaux et ces compromis, chacun ayant l'espoir de gagner, personne n'en veut ! Notre situation est celle de toutes les économies occidentales avec des nuances bien sûr, et les jolis mouvements de mentons des classes politiques qui se gargarisent de quelques succès momentanés, succès toujours remis en question avant même d'avoir été digérés, prêtent à rire ou plutôt à pleurer de la bêtise de ces gens-là !

La crise économique dépasse les astuces des politiciens et la virtuosité des techniciens car ce ne sont pas des expédients qui permettront aux pays pauvres de devenir des consommateurs à part entière et aux populations réduites au chômage d'acheter, « français » ou pas ! Mais si après tout le ton emprunté par les politiciens à propos de l'économie, les propositions à l'esbrouffe qu'ils nous font ont un air de famille quelque soit le



droite ou gauche, c'est toujours la crise !



A.F.P.

parti dont ils se réclament, c'est qu'il ne s'agit de rien d'autre que des matériaux destinés à alimenter les grandes merdes électorales qui se rapprochent. On comprend moins les organisations syndicales, toutes les organisations syndicales sans exception, qui se prêtent à cette comédie droite-gauche, gauche-droite. On comprend mal les syndicats, ceux qui refusent de se mêler à la politique, qu'ils disent, comme ceux qui prétendent l'infléchir ! On comprend mal les syndicats dis-je, dont la vocation dans un cas comme dans l'autre est d'abord économique, de se contenter de suivre simplement en faisant un peu de tapage pour justifier le timbre syndical. Qu'espèrent-ils d'une économie épuisée qui refuse de choisir entre le profit et le salaire, de laquelle ils ne veulent pas se désengager, les uns par la crainte morbide de l'aventure, et je pense à F.O., les autres pour conserver les structures du système lorsque le parti qui les conduit sera au pouvoir et je pense à la C.G.T. ou par un confusionnisme désagrégeateur, et je pense à la C.F.D.T. ; les autres organisations n'ayant d'autres ambitions bien avouées que de s'installer le moins mal possible dans l'économie capitaliste, serrant les fesses lorsque ça va mal et mendigotant un peu plus, lorsque l'économie est au zénith, ce que, bon prince, le capital leur jette à condition bien sûr qu'ils n'en prennent pas l'habitude.

En réalité, le mouvement syndical est complètement intégré même si certains syndicats prétendent le contraire en désignant les autres... car bien sûr les autres !... Soyons sérieux, une société est un tout dont l'économie et l'organisation politique sont des éléments qui la constituent. On peut très bien, comme F.O., ne pas être intégré à l'action politique, être indépendant des partis et être parfaitement intégré sur le fond à l'économie de la classe dirigeante en se contentant d'en essayer quelques rots, même si dans ses principes on conserve encore quelques références à une transformation profonde de l'économie. On peut très bien, comme la C.G.T., être profondément intégré à un parti politique, indépendant d'une économie libérale et intégré à un type d'économie de la même veine ou seuls les bénéficiaires et la classe dirigeante auront changé. On peut très bien être intégré jusqu'aux oreilles à un gouvernement socialiste décidé à ne rien changer de l'exploitation de l'homme par l'homme tout en prônant l'autogestion comme la C.F.D.T. ! Et on peut dire que d'une manière ou d'une autre toutes les organisations syndicales sont intégrées au système !

Comment en sommes-nous arrivés là ? Par efficacité proclame-t-on à la ronde, par la force des choses diront les forts en thème, la solution révolutionnaire prônée par les syndicats à leur origine s'éloignant de plus en plus devant l'amélioration des conditions d'existence

des classes ouvrières. On a pu lire dernièrement sous la plume de Séguy des phrases condamnant le syndicalisme révolutionnaire. Course au timbre syndical, volonté de tirer du système tout ce qui était possible dans une période où il paraissait établi pour l'éternité, c'est possible, mais cette politique qui consiste à recruter et éduquer des femmes et des hommes pour lesquels le syndicat n'était rien d'autre qu'une compagnie d'assurance, qui en échange d'une cotisation assurerait le maintien du pouvoir d'achat, a transformé les organisations syndicales en régulateur du système et celles-ci sont donc devenues les défenseurs d'un régime que personne ne parle plus de supprimer, mais simplement d'améliorer à partir de ses structures qui sont des structures de classes. Politique réformiste à courte vue, qui pouvait faire impression au temps de la prospérité mais qui laisse les travailleurs désarmés devant une situation économique qui se détériore implacablement. Et on peut dire que la classe dirigeante annexant les organisations syndicales à son système sans que ceux-ci, aveuglés par « l'efficacité » ne s'en rendent pas toujours compte a réussi un coup de maître. Et son triomphe peut être souligné par une formule. Le « à chacun selon ses besoins » a succédé « à chacun selon les besoins du capital à se transformer pour se continuer ».

Les uns et les autres sont ligotés par le système économique qu'ils refusent de modifier. L'économie se désagrégerait aussi bien sous un gouvernement de droite que sous un gouvernement de gauche et, à ce propos, l'état de santé de l'économie libérale des Etats-Unis n'est pas meilleur, sur le fond s'entend, que celui de la Russie soviétique ! Cependant le syndicalisme possède une vertu : son pragmatisme. Et cette vertu lui permet de proposer face aux problèmes économiques des solutions qui échappent aux contingences politiques et surtout à la morale petite bourgeoise sur l'autorité, les hiérarchies, la propriété de l'outil de travail, etc. et c'est cette souplesse qui justifie la présence des militants révolutionnaires dans les syndicats, car ceux-ci par leurs structures comme par l'absence de principes pieux sont des organismes qui ne contiennent que ce qu'on y apporte. C'est à nous de les remplir lorsque les incessants mouvements de la vie rendent inutilisable leur contenu.

Krasucki, Maire, Bergeron et quelques autres ! Sur le fond, leur attitude devant le système en crise est le même, même si leur comportement est différent ! Le problème de l'utilité du syndicalisme dans une société de classe est ressenti par eux de façon identique. Ils ont été les hommes d'un syndicalisme, opposés à une économie, que naïvement on croyait engager vers la pléthore et chacun a pensé avec eux qu'il suffisait de se laisser porter doucement par une industrie que les sciences tiraient vers des lendemains qui sourient et que le syndicalisme maintiendrait sur la bonne voie. Puis les temps difficiles sont venus, les nuages s'amoncellent ! Bousculé et sans réponse vraiment convaincante, le syndicalisme commence à s'effriter ! On allait autrefois allégrement à la pêche aux cartes, aujourd'hui, il va falloir les retenir avant qu'elles nous glissent entre les doigts !

Les partis, les syndicats face à la désagrégation de l'économie ? Le temps des manifestations en dentelles est terminé, celui des luttes dures et décisives est devant nous. Les syndicats ont longtemps piétiné devant l'obstacle, il va falloir le franchir. N'est-ce pas mieux ainsi ?

Maurice Joyeux

